

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15358 - 17 F

MARDI 14 JUIN 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les droites progressent au Parlement européen

Le « oui » massif de l'Autriche

DEUX Autrichiens sur trois ont dit « oui » à l'Europe. Parmi les surprises - bonnes et mauvaises - de ce dimanche électoral, celle-là est de taille. Le même jour les Suisses, sous couvert d'une « neutralité » qui fait de plus en plus figure de faux prétexte et d'archaïsme, refusaient à leurs gouvernants la possibilité de mettre au service de l'ONU quelques centaines de « casques bleus ».

Le résultat du référendum autrichien, par contraste, n'en est que plus spectaculaire. Il dément bien des idées reçues, à commencer par celle qui englobait toute l'Europe alpine dans le même reproche de provincialisme et de repli jaloux sur une prospérité tranquille, volontairement ignorante des affaires du monde. L'Autriche a payé très cher, il y a quelques années, le fait d'avoir fait bloc, par orgueil national, derrière un président, Kurt Waldheim, que le monde avait mis à l'index. Un trait est aujourd'hui tiré sur cet épisode. Qui plus est, Jörg Haider, l'homme qui incarne, dans les nouvelles générations de dirigeants politiques, le nationalisme anti-européen et xénophobe, a essuyé, y compris dans son fief de Carinthie, une cuisante défaite.

L'IMPACT de ce référendum dépasse de loin les frontières de l'Autriche. En premier lieu parce qu'il donne le coup d'envoi à d'autres consultations de même nature, à l'automne, dans le nord de l'Europe où ce résultat ne sera sans doute pas sans écho. La métamorphose de l'Union européenne est ainsi engagée. Les Douze deviendront seize au 1er janvier 1995 si la Finlande, la Suède et la réticente Norvège suivent l'exemple autrichien. Mais la principale mutation n'est pas dans cet élargissement à ces pays déjà très bien intégrés à l'Europe par leur degré de développement et par le traité créant l'Espace économique européen (EEE) grâce auquel ils sont de fait dans le « grand marché ».

Avec l'adhésion de l'Autriche, frontalière de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie, se profile pour l'Union une autre vague d'élargissements qui représentera un saut qualitatif autrement considérable : plus problématique économiquement, plus périlleux pour les mécanismes sophistiqués des politiques communautaires, plus lourd de conséquences du point de vue de l'organisation générale du continent et de sa sécurité en particulier. La rupture de fait de l'Autriche avec le statut de neutralité qu'elle avait hérité de la guerre froide n'est sans doute pas, de ce point de vue, le virage le plus difficile à « négocier » avec Moscou.

CET élan que les Autrichiens viennent soudain d'insuffler à l'Union contraste en tout cas singulièrement avec l'impression d'incohérence, d'hésitation et d'impréparation qui ressort des débats confus de la campagne pour l'élection au Parlement de Strasbourg. L'Europe est attendue, plus qu'on ne le croyait, par ceux qui connaissent d'expérience les inconvénients d'un continent divisé.

- Victoire de Helmut Kohl, défaite de John Major, échec de la gauche espagnole et italienne
• En France, les listes Villiers, Tapie et Le Pen ont bénéficié du vote protestataire

Alors que les Autrichiens ont massivement approuvé par référendum l'adhésion de leur pays à l'Union européenne au 1er janvier 1995, la surprise majeure du scrutin du 12 juin pour le Parlement européen a été la bonne tenue de la CDU du chancelier Kohl en Allemagne. Comme on s'y attendait, les conservateurs ont été largement battus en Grande-Bretagne, les socialistes espagnols sont pour la première fois devancés par la droite et, en Italie, la formation de Silvio Berlusconi améliore son score. Au total, les droites progressent au Parlement de Strasbourg.

En France, les listes favorables à l'Europe de Maastricht totalisent environ 54 % des voix alors que l'approbation du traité n'avait été acquise que par 51 %. Cependant, l'addition des voix de M. de Villiers (12,38 %) et de M. Le Pen (10,57 %) équivaut presque au score de la liste UDF-PPR de M. Baudis (25,50 %). A gauche, M. Tapie (12,03 %) talonne M. Rocard (14,50 %). Ce dernier, bien qu'affaibli par ce résultat, a confirmé sa candidature à l'Élysée.

La gauche méconnaissable

« Il nous manque un Mitterrand. » Avec le toupet qui le caractérise, Bernard Tapie a parfaitement résumé la situation au lendemain des élections européennes. Il manque un Mitterrand à la gauche pour rassembler des forces gagnées par le démon de la division. Il manque un Mitterrand à la droite pour s'unir contre un adversaire capable de la priver une nouvelle fois du pouvoir. Alors que s'achève la longue présidence de celui qui avait réussi la synthèse victorieuse de 1981, la gauche paraît méconnaissable, et la droite, introuvable.

La gauche méconnaissable, c'est celle qui a apporté ses voix à Bernard Tapie dans une proportion dont il n'osait pas rêver lui-même. Mélange d'un vieux radicalisme qu'on croyait voué à l'occupation en viager de quelques conseils généraux du Sud-Ouest, d'antiquités soixante-huitardes, de révolte guyanaise, d'écologie girondin et d'héritage syndical révolu, la liste que conduisait M. Tapie avait tout d'un cortège de rescapés. D'autres avaient préféré suivre la bannière, assurément plus noble, de Jean-Pierre Chevènement. Les chiffres sont là : l'un a intéressé 2,5 % des Français ; l'autre, 12 %. L'explication est donc ailleurs, dans ce que M. Tapie représente ou dont il est crédité. Parce qu'il a combattu Jean-Marie Le Pen, M. Tapie porte l'honneur d'une

gauche qui n'avait pas su enrayer, lorsqu'elle était au pouvoir, la montée du Front national et qui l'avait même favorisée en permettant à l'extrême droite d'entrer à l'Assemblée nationale, en 1986.

Pour tous ceux qui ont vu dans le combat contre le lepénisme le seul signe de ralliement de la gauche après sa conversion au libéralisme économique, M. Tapie vise juste lorsqu'il le désigne comme l'unique adversaire. Et comme il semble n'avoir été pour rien, lui-même, dans ce qui a pu contribuer à la progression des idées du Front national - les restructurations industrielles, le chômage, les « nouveaux pauvres », la crise des banlieues -, sa revendication d'être le héritier de ce combat est acceptée.

PATRICK JARREAU Lire la suite page 7

- ALLEMAGNE : approbation massive pour Helmut Kohl
BELGIQUE : percée sans précédent du Front national
DANEMARK : dans l'attente du dépouillement
ESPAGNE : la première défaite du PSOE
GRÈCE : désarroi des conservateurs
IRLANDE : un avertissement au gouvernement
ITALIE : Silvio Berlusconi en état de grâce
LUXEMBOURG : succès des Verts
PAYS-BAS : l'abstention profite aux chrétiens-démocrates
PORTUGAL : les socialistes l'emportent de peu
ROYAUME-UNI : la défaite des conservateurs

pages 52 à 55

Lire aussi



L'exception française

La France éternellement dubitative envers les sentiments européens de ses voisins allemands, la France donneuse de leçons, si prompt - lorsqu'il ne s'agit pas d'elle - à mettre en garde contre les vieux démons et contre les nouveaux, contre l'irruption de loups populistes dans la bergerie européenne, quelle image offre-t-elle d'elle-même en ce lendemain d'élections ? Pas des plus reconfortantes sans doute pour tous ceux qui, alentour, continuent de compter sur elle pour faire avancer la cause européenne.

Certes on peut, comme Jacques Delors dimanche soir, faire l'addition rassurante des listes européennes proclamées (Baudis, Rocard, Tapie) et se dire que la majorité y est. Mais on peut aussi s'attarder aux scores réalisés par MM. de Villiers et Le Pen, et s'inquiéter de l'influence qu'ils

risquent d'exercer sur une majorité dont les divergences internes à propos de l'Europe étaient déjà patentes avant ces élections. L'image européenne de la France avait pâli avec le référendum sur le traité de Maastricht. Au lendemain de ces élections au Parlement de Strasbourg, elle devient trouble. Le rôle d'impulsion traditionnellement assumé par la France dans les grandes affaires européennes paraît soudain d'autant plus incertain que sont sur le départ, à Bruxelles, Jacques Delors et, à Paris, François Mitterrand, garants depuis plus de dix ans qu'aucun recul au moins ne pouvait survenir.

La percée des listes qui ont axé leur campagne sur des thèmes résolument nationalistes n'est certes pas l'apanage de la France. Ainsi, au Portugal, le CDS de Manuel Monteiro, qui avait proclamé sa volonté de défendre le Portugal avant tout, dépasse 12 % des suffrages. En Grèce, Antonis Samaras, qui joue le rôle de trublion entre les deux grandes formations politiques et entretient les passions nationalistes à propos de la Macédoine, a aussi obtenu un beau succès, avec près de 9 % des voix. Mais ce ne sont pas eux qui imposeront son destin à l'Europe.

JOSÉ-ALAIN FRALON et CLAIRE TRÉAN Lire la suite page 7

ÉDITORIAL

Alarmes

Y A-T-IL quelqu'un, en Europe, qui soit capable de prendre le relais des pères fondateurs ? Y a-t-il, quelque part, un projet politique européen qui réponde aux défis du jour, lesquels ne sont plus ceux des années 50 (à savoir la lutte contre le protectionnisme, contre le communisme, et l'édification d'une réponse à la division de l'Allemagne), est-on capable de mettre l'idéal européen au service de nouveaux objectifs : éviter la marginalisation de l'Europe, dans un monde dont le centre de gravité se déplace vers l'Asie-Pacifique, combattre le retour à l'Europe des nationalismes, répondre à la pression démographique et économique du Sud ? Ces questions illustrent la perplexité qu'engendre le verdict des urnes.

SELON une vision optimiste, ces élections ont été bonnes pour l'Europe, globalement car les listes solidement européennes sont, hormis en Italie, confortées : le chancelier Kohl notamment, à qui l'Europe doit déjà beaucoup, a tenu le choc, tandis qu'en France le poids des « pro » est sensiblement plus lourd que celui des « anti ». Certes. Mais une lecture plus pessimiste n'est pas interdite : le nouveau Parlement de Strasbourg sera moins européen, le niveau de la participation en Europe témoigne de la montée de l'indifférence à l'égard de l'Union, et ne se trouve amélioré que lorsque l'enjeu interne l'emporte : aspiration à l'alternance en Grande-Bretagne, en Espagne, état de grâce en Italie, retournement favorable de la conjoncture en Allemagne, tandis qu'en France...

J.-M. C.

Lire la suite page 7

Un entretien avec Gérard Longuet

« On a fait de mon patrimoine une description totalement inexacte », nous déclare, dans un entretien, le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. A propos des charges sociales, Gérard Longuet affirme : « Il faut demander moins au producteur et plus au consommateur. »

page 22

Nigeria : M. Abiola se proclame président

Dans un geste d'ultime défi au régime militaire, le milliardaire Moshood Abiola s'est proclamé « président de la République fédérale du Nigeria ». Cette annonce symbolique est intervenue samedi 11 juin, à la veille du premier anniversaire de l'élection présidentielle, que M. Abiola avait remportée mais qui avait été annulée par le général Babangida.

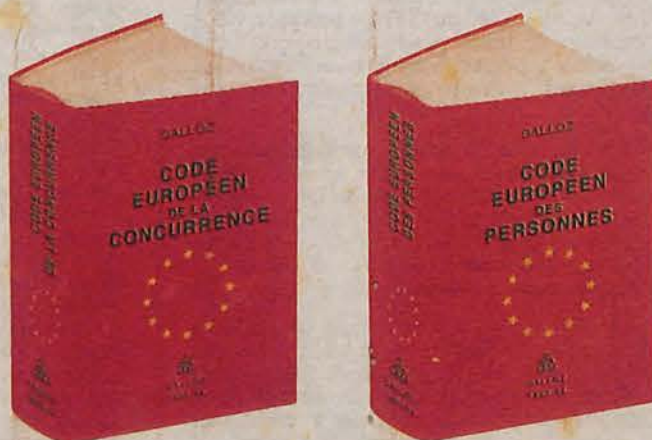
page 14

Les énergies de l'an 2000

Du 14 au 17 juin, à Vienne (Autriche) et à l'initiative de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), les bases d'un système international de contrôle de la sûreté des centrales nucléaires civiles devraient être adoptées. A cette occasion, le Monde commence la publication d'une série de trois articles consacrée à l'après-Tchernobyl et aux énergies qui, demain, avec plus de sécurité, devront satisfaire les besoins de la planète.

page 17

Les codes Dalloz sont européens.



Le code européen de la concurrence et le code européen des personnes réunissent et annotent les règles que vous devez connaître pour agir en conformité avec le droit communautaire.

DALLOZ

M 0147-0614-7.00 F







## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Le Parti communiste ne parvient pas à enrayer son érosion

Les responsables du Parti communiste français ont eu une vraie peur, ces dernières semaines. Centrée, à l'origine, sur les effets de l'Europe de Maastricht, la campagne conduite par Francis Wurtz s'est transformée, au fil des jours, en une vaste entreprise de lutte contre « le piège de l'abstention », que n'aurait pu renier le Centre d'information civique.

Deux jours avant le scrutin, l'Humanité expliquait encore en première page : « Dans un appel à ceux qui seraient tentés de ne pas voter, dimanche, par colère ou par écoeurement, le secrétaire national du PCF souligne : « Ne laissez pas d'autres utiliser ou interpréter votre silence contre vous ! » La droite tirerait parti de votre abstention, alors que vous avez besoin d'un Parti communiste qui puisse parler d'une voix plus forte pour vous faire entendre. » Puis, le lendemain, à toutes fins utiles, dans le

même style inimitable : « Ceux qui par colère seraient tentés de s'abstenir risquent de voir la droite utiliser leur silence contre eux. »

Avec 6,92 % des suffrages exprimés, le PCF évite le pire. Il conserve une représentation au Parlement européen et perd moins d'un point par rapport aux élections européennes de 1989. Comme lors des plus récents scrutins, les législatives de l'an passé et les cantonales de mars dernier, les dirigeants du PCF pourront ainsi assurer que le déclin de leur parti est enrayer. Dimanche soir sur France 2, M. Wurtz a jugé le résultat de sa liste « assez honorable », tandis qu'André Lajoinie, membre du secrétariat, a estimé que le PCF a « en gros stabilisé sa situation ». Encore faut-il se souvenir qu'en 1984, il y a dix ans, le résultat obtenu aux européennes (11,28 %) avait été perçu comme un échec cuisant.

Désormais, à l'exception du Nord et du Pas-de-Calais, la baisse d'influence, par rapport aux élections européennes de 1989, est de 2 à 4 points dans les départements où le Parti communiste est le mieux implanté, qu'il s'agisse des zones urbaines de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ou des secteurs ruraux de l'Allier et de la Corrèze. Au total, le PCF ne dépasse la barre de 10 % des suffrages exprimés que dans onze départements.

C'est dire que le changement affiché, en janvier, lors du vingt-huitième congrès du PCF, et le remplacement de Georges Marchais par Robert Hue n'ont produit aucun effet dans l'électorat, tandis que le pacte unitaire pour le progrès, proposé au début du printemps par M. Hue, a été mis entre parenthèses pendant la campagne.

JEAN-LOUIS SAUX

► Voir la carte page 42.

## Le « fusil à un coup » de M. Chevènement a manqué sa cible

Il l'avait dit lors du congrès constitutif du Mouvement des citoyens, le 5 décembre 1993 à Saint-Egrève (Isère) : « Cette fois, ça passe ou ça casse. On ne dispose que d'un fusil à un coup. » Dimanche, après l'annonce de premières estimations situant la liste L'autre politique à moins de 3 % des suffrages exprimés, Jean-Pierre Chevènement se voulait toujours combatif : « J'ai encore ma fronde dans la poche. »

L'ancien minoritaire de la SFIO, venu au socialisme pour le changer de l'intérieur, l'ancien animateur du CERES, qui fut

l'aiguillon du Parti socialiste tout au long des années 70, va devoir, en effet, retrouver son rôle de « frondeur ». « Nous avons essayé de faire passer un projet cohérent », a affirmé la tête de la liste L'autre politique, dans une déclaration à l'AFP, avant de déplorer de n'avoir pas rencontré « un écho suffisant ». « Il était difficile de se faire une place dans une non-campagne », a-t-il ajouté.

La liste de M. Chevènement n'a disposé, il est vrai, que de deux fois quarante-huit secondes, dans les émissions de la campagne officielle, pour développer

un propos complexe et original. L'ancien ministre a même tenté, par un recours au Conseil d'Etat, d'obtenir un temps d'antenne supérieur au profit de trois listes, dont la sienne, comptant des candidats membres du groupe République et liberté à l'Assemblée nationale (le Monde du 31 mai), mais, précisément, les deux autres listes concernées par ce recours, celles de Philippe de Villiers et de Bernard Tapie, ont su se faire entendre de leurs camps respectifs.

« Nous avons mené une campagne sérieuse, peut-être trop sérieuse », constatait l'ancien ministre Anicet Le Pors, dès avant le scrutin. Plus directement, un proche de M. Chevènement, évoquant la qualité du comité de soutien de la liste, disait : « Pour les bacs plus cinq, on est très bon. Pas chez les bacs moins deux. »

Il est clair, en tout cas, que les discours superposés sur « l'Europe de la finance », la parité hommes-femmes ou les valeurs de la République n'ont pas contribué à additionner les publics. La liste de M. Chevènement n'obtient qu'un succès de notoriété dans le Territoire de Belfort (24,03 %) et, dans une moindre mesure, dans les départements voisins de la Haute-Saône (7,80 %) et du Doubs (5,49 %). Pour l'avenir, même s'il affirme que « le combat pour la République ne cessera pas », les perspectives offertes à M. Chevènement se trouvent singulièrement restreintes. On ne parle pas ici de la présence ou de l'absence du maire de Belfort à l'élection présidentielle de 1995, mais de l'effet de levier que devait avoir le Mouvement de citoyens, créé il y a deux ans, sur la recomposition de la gauche.

J.-L. S.

► Voir la carte page 42.

## Les écologistes divisés ne sont plus représentés

Avec 4,97 % des suffrages exprimés, les écologistes ont obtenu leur plus mauvais score depuis dix ans. Les deux listes - Union des écologistes pour l'Europe et Génération Ecologie -, qui se réclamaient de cette mouvance, n'ont, en effet, pas franchi, à elles deux, la barre des 5 % et elles sont bien loin des scores obtenus en 1989 et même en 1984. En effet, alors que la dernière consultation européenne avait donné neuf sièges aux écologistes français, avec 10,59 % des suffrages exprimés, ces derniers n'auront, cette fois, aucun représentant.

Le résultat est particulièrement décevant pour Brice Lalonde, éternel champion autoproclamé de l'environnement et ancien ministre dans les gouvernements de Michel Rocard et d'Edith Cresson. Sa liste Génération Ecologie obtient seulement 2,01 % des suffrages exprimés. Il est devancé dans cette élection par Marie-Anne Isler-Béguin (2,95 %), une quasi inconnue qui conduisait la liste des Verts.

En fait, les écologistes semblent avoir pâti de leur désunion : la décision de présenter des listes séparées n'a en effet profité à aucune d'elles, alors que, lors des scrutins précédents, notamment la présidentielle de 1988 et les européennes de 1989, leur regroupement derrière la bannière d'Antoine Waechter leur avait permis d'obtenir de meilleurs résultats.

En 1989, ils dépassaient dans plusieurs régions le seuil des

10 % ; ils se retrouvent, cette année, quelquefois à peine au-dessus de 1 %. Leur recul est en moyenne de 5,61 %. Même dans leurs bastions les plus solides, les écologistes subissent d'importantes défaites. En Alsace, où ils sont particulièrement bien implantés, les deux listes obtiennent ensemble 7,88 % des voix, alors qu'en 1989 la liste Waechter en avait raflé 18,30 %. Dans les départements bretons, le recul est aussi impressionnant : ils obtiennent 5,19 % des suffrages, contre 12,57 % en 1989. En Lorraine, région dont M<sup>me</sup> Isler-Béguin est native, leur score est tombé de 12,43 % à 6,49 %. En Rhône-Alpes, la chute est de 11,35 % à 6,61 %. Les Franciliens aussi ont boudé les écologistes : de 11,07 % obtenus en 1989, ceux-ci sont passés à 5,62 %.

### Les intentions de M. Waechter

Etre aux affaires ne leur a pas davantage permis de conserver leur influence. Ainsi dans le Nord-Pas-de-Calais, où Marie-Christine Blandin (Verts) gouverne la région depuis 1992, la déroute n'a pas non plus été évitée : 3,08 % des suffrages sont allés sur la liste des Verts et 1,96 % chez Génération Ecologie, contre 9,39 % pour la liste conduite par Antoine Waechter en 1989. Dans la plupart des régions, les écologistes séduisent davantage les citadins que les ruraux.

Outre qu'ils seront absents du

jeu au Parlement de Strasbourg et qu'ils ne pourront donc pas y peser sur les décisions en matière d'environnement, les écologistes ont peu d'espoir de jouer un rôle, en France, lors de la présidentielle de 1995. Cet échec risque bien, en revanche, de provoquer de nouveaux débats dans ce mouvement, qui n'arrive pas à faire son choix entre la droite et la gauche et que divisent les rivalités entre ses « chefs historiques ».

Dès dimanche soir, certains responsables ont pris date. Ainsi, Noël Mamère et Christine Barthelet-Mayer, qui avaient opté pour la liste Energie radicale plutôt que pour celle de Brice Lalonde et qui, du coup, vont siéger au Parlement de Strasbourg ont déclaré : « L'heure est maintenant à la construction d'un pôle réformiste de gauche, inscrit dans le mouvement social et au sein duquel les écologistes responsables doivent tenir toute leur place. »

Quant à M. Waechter, qui avait été très absent de la campagne, il a affirmé : « Une certaine écologie est morte ce soir. Il faut maintenant qu'une nouvelle écologie naisse (...), qui sera capable d'affirmer sa propre identité, c'est-à-dire indépendamment de la droite et de la gauche, et qui sera enfin capable de mobiliser bien plus de Français. » Voilà de quoi alimenter les rumeurs sur ses intentions de créer une nouvelle formation.

FRANÇOISE CHIROT

## La « liste Sarajevo » s'est perdue en route

La liste L'Europe commence à Sarajevo, conduite par Léon Schwartzberg, a obtenu un score extrêmement faible (1,57 %, selon le ministère de l'intérieur). « Ce résultat ne signifie rien pour la cause bosniaque, a déclaré Bernard-Henri Lévy. Les amis de la Bosnie sont partout : chez Baudis, chez Rocard, chez Tapie, et même chez les abstentionnistes. »

Le fait que l'écrivain ait décidé de ne pas conduire sa liste jusqu'au vote n'est sans doute pas étranger à ce faible score. Certains électeurs auront pu croire qu'elle n'existait plus, puisque les bulletins correspondants ne figuraient pas dans les enveloppes adressées à leur domicile. Le retrait de « BHL » a sûrement joué, lui aussi.

### La persévérance de M. Schwartzberg

Bien qu'il ait promis de faire campagne jusqu'au bout, il a disparu de la scène politique et médiatique depuis la fin du mois de mai. La personnalité de M. Schwartzberg n'a visiblement pas exercé la même séduction, comme en témoigne le petit nombre de personnes venues assister aux derniers meetings de la « liste Sarajevo ».

L'initiative de M. Lévy aura eu le mérite de réveiller une campagne somnolante, voire de lui donner un sens, en rappelant que la catastrophe yougoslave posait la question du rôle de l'Europe. Au lendemain du Festival de Cannes, où était projeté son film *Bosna!*, « BHL » décide de rompre le cercle d'indifférence qui entoure le sort de l'ex-Yougoslavie en participant aux élections européennes. Sa liste, précise-t-il toutefois, sera abandonnée, si les responsables des principaux partis politiques modifient leurs positions sur la Bosnie.

Cette démarche, fortement relayée sur les ondes, est diversement appréciée. La question de la levée de l'embargo sur les armes divise la gauche et la droite. François Mitterrand observe, avec agacement, que l'autre terme de l'alternative, dont le premier est la négociation internationale, c'est la guerre. Certains de ses proches estiment que Michel Rocard critique inconsidérément la politique du président de la République, sous la pression de l'urgence électorale. Les socialistes craignent que la liste, créditée dans un sondage de 12 % d'intentions de vote, ne leur prenne des voix. Un meeting à la salle de la Mutualité, où les représentants des partis sont for-

tement malmenés, laisse planer quelques doutes sur la qualité de ceux qui interpellent les politiques.

Après le soupçon vient le suspense. La liste sera-t-elle constituée ? Elle l'est. Un arcopage d'intellectuels, parmi lesquels figurent André Glucksmann, Romain Goupil et Pascal Bruckner, la composent, et la Bosnie s'installe au cœur du débat. Dix jours plus tard, nouveau rebondissement : M. Lévy décide de ne pas aller aux urnes. Il mécontente les jusqu'au-boutistes, comme M. Schwartzberg - député européen sortant, élu en 1989 sur la liste socialiste et non reconduit comme candidat par le PS -, qui décide de rester en lice malgré tout. Le cancérologue a affirmé, dimanche, sur TF 1, que la « liste Sarajevo » avait « des raisons d'être » et que l'Europe était « malade du cancer de la Bosnie ».

« Si nous avions fait un bon score, nous aurions participé à l'implosion du système politique, nous a déclaré M. Lévy. Or, je ne souhaitais pas que nous soyons partie prenante de la crise de confiance que subissent les partis. »

RAFAËLE RIVALS

### DROIT DE LA PRESSE

Protection du titre du journal : droit d'auteur, marque de fabrique ou action en concurrence déloyale ?

Refus d'insertion : le Directeur de publication a-t-il un pouvoir discrétionnaire ?

Qui peut être titulaire d'une carte de journaliste professionnel honoraire ?

Diffamation ou injure : Où se situe la frontière ?

Fiscalité de l'entreprise de presse : Qui constitue les provisions de l'article 39 bis du C.G.I. ?

Un imprimeur peut-il être poursuivi pour délit de presse ?

Le livre vert ? Le nouvel univers postal européen et la presse française.

Le dernier état du droit positif  
Une jurisprudence récente



Un volume sur fascicules mobiles  
Mise à jour annuelle  
730 F  
(abonnement 1994 inclus)

itec

27, place Dauphine, 75001 PARIS / 26, rue Soufflot, 75005 PARIS

## Le Front national piétine

Jean-Marie Le Pen le confiait, en réponse à une question, après son passage au «Grand Jury RTL-Le Monde», le 8 juin : même dans ses cauchemars, il n'envisageait pas d'être devancé par Philippe de Villiers aux élections européennes. La simple évocation de cette hypothèse suscitait son hilarité. Au soir du 12 juin, le président du Front national a été contraint, pourtant, de constater que le pire s'était réalisé. Sa liste contre l'Europe de Maastricht a été devancée non seulement par celle du président du conseil général de Vendée, mais également par celle de Bernard Tapie, qui, à son tour, vit «une histoire d'amour» électorale avec Marseille.

M. Le Pen est loin des 15 % des suffrages exprimés qu'il s'était assignés comme objectif et il ne parvient pas à rééditer son score de la précédente consultation : 11,73 % en 1989 (dix élus).

### Incertitude sur le maintien d'un groupe

Avec 10,5 % des voix, le chef de file de l'extrême droite perd 1,2 point par rapport aux dernières élections européennes, mais il conserve, cependant, un niveau de représentation identique au Parlement européen. Ce résultat fait plus que confirmer la stabilisation qui affecte, depuis deux ans, le Front national. Pour la première fois depuis dix ans, M. Le Pen est contesté sur son propre terrain, avec efficacité, par un autre responsable politique : M. de Villiers. Ce dernier puise l'essentiel de ses forces électorales dans les rangs de la majorité, et plus particulièrement dans l'électorat néogaulliste, sans entamer, de façon significative, le potentiel lepéniste. Cette constatation fait dire aux dirigeants du Front national que leurs «idées prennent une extension nouvelle» dans la société. Ils considèrent donc que le score villiériste anti-Maastricht doit s'ajouter à celui que leur liste a réalisé. En outre, ils se félicitent de l'émission qui touche les grandes formations.

En métropole, le Front national subit une érosion significative dans certains des départements où il

avait obtenu ses meilleurs résultats en 1989 (Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Pyrénées-Orientales, etc.), mais dans vingt-deux départements, il améliore ses positions par rapport à la consultation précédente. Les régions concernées sont l'Alsace, le Centre, Champagne-Ardenne, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie et la Picardie. Les hausses, cependant, sont souvent de faible ampleur dans les départements bénéficiaires.

A ce piétinement sur le plan national, M. Le Pen va voir s'ajouter un obstacle rédhitoire sur le plan européen : le président du Front national risque d'être dans l'impossibilité de reconstituer un groupe, fût-il «technique», au Parlement de Strasbourg. Dans la précédente législature, il présidait un groupe composé de dix députés français, deux Allemands (six au début du mandat) et un Belge flamand. Contrairement aux attentes du parti français, seule la Belgique a de nouveau envoyé des représentants d'extrême droite au Parlement : deux députés du Vlaams Blok (le bloc flamand) et, probablement, un du Front national belge francophone. Cela ne sera pas suffisant pour constituer un groupe. Selon le règlement du Parlement, il faut vingt et un députés, s'ils viennent de deux pays, pour avoir l'autorisation de créer un groupe.

L'ensemble de ces données devaient être examinées, lundi 13 juin, à l'occasion d'une réunion du bureau politique du Front national. A l'évidence, personne ne contestera le bilan, tant national qu'euro-péen, de M. Le Pen, même si certains membres de cette instance admettent que leur parti est confronté, au mieux, à un problème d'image, au pire à un problème de message. En tout état de cause, M. Le Pen, qui, pendant dix ans, a été le moteur du Front national, apparaît de plus en plus - en raison, notamment, de l'usure de son discours - comme un frein à son développement.

O. B.

► Voir carte page 42.

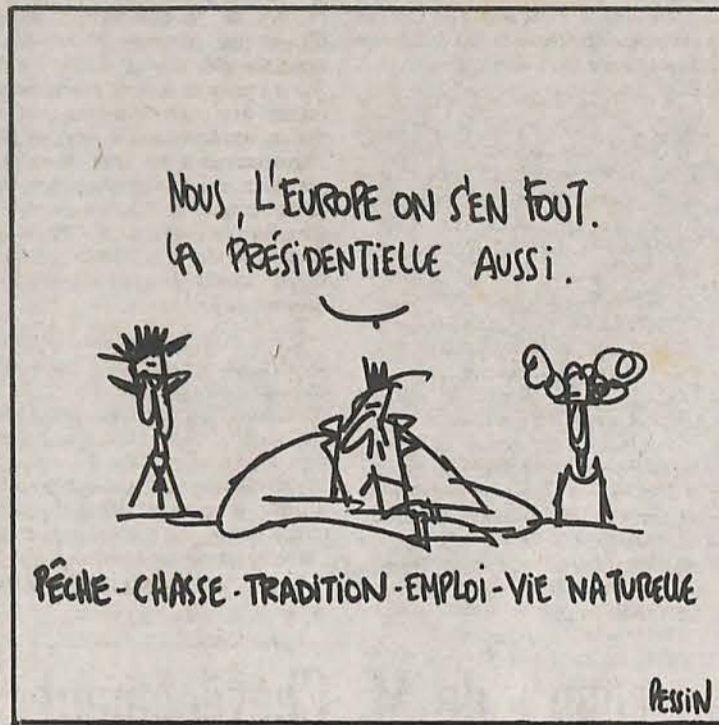
## Villes et campagnes ont voté de la même manière

Le référendum du 21 septembre 1992 avait mis au jour la fracture ouverte entre un pays rural, rétif à la signature du traité de Maastricht, et une France urbaine, plus confiante en l'avenir. Bien davantage marquées par des préoccupations de politique nationale, les élections du 12 juin présentent des résultats moins tranchés.

Ainsi, dans chaque région, les citoyens des communes de plus de 20 000 habitants et les populations des zones rurales ont exprimé à l'unisson leur intérêt par exemple pour Bernard Tapie. Au pire, deux points séparent les votes. Provence-Alpes-Côte-d'Azur constitue la seule mais notable exception à cette unanimité régionale. Les villes ont accordé 21,27 % de leurs voix au député des Bouches-du Rhône. A Marseille même, il décroche 28,69 % des suffrages, tandis que les petites communes provençales se rapprochent plus de la moyenne nationale avec un score de 13,41 %.

La même observation s'impose au sujet des résultats de Philippe de Villiers. Cette fois, ce sont les Pays-de-la-Loire, seuls, qui se distinguent avec plus de 6 points d'écart entre zones urbaines et zones rurales. Ce sont ces dernières qui ont le plus marqué leur soutien au chef de file de la Liste de la majorité pour l'autre Europe. La performance (34,74 %) qu'il réalise dans son fief de Vendée pèse lourd dans la balance.

La liste conduite par Francis Wurtz reflète, elle aussi, sans distorsion, les tendances des petites et des grandes communes au sein d'une même région. Le Nord-Pas-de-Calais et, dans une moindre mesure, le Limousin échappent à cette règle. Les villes s'y montrent moins enclines à choisir des communistes.



Sans grande surprise, le vote Front national se révèle plutôt citoyen. Mais là encore, les différences sont faibles, sauf dans le Nord-Pas-de-Calais (2,47 points), en Languedoc-Roussillon (2,65) en en PACA (4,72). Les écarts étaient déjà sensibles dans ces deux dernières régions lors du scrutin européen de 1989. En revanche, comme il était prévisible, les candidats de Chasse-pêche-nature-traditions séduisent nettement plus les campagnes.

Les deux listes les plus importantes s'avèrent finalement les plus nuancées. Le Parti socialiste creuse l'écart (de 4,5 à 6,36 points) en Bretagne, en Poitou-Charentes, en Alsace, en Basse-Normandie et dans les Pays-de-la-Loire. Dans toutes les

régions, les habitants des grandes villes lui sont plus favorables, sauf en PACA et dans le Languedoc-Roussillon, où son fief de l'Aude inverse cette tendance.

Enfin, les résultats des candidats de la majorité gouvernementale empêchent toute simplification hâtive. Dans huit régions, les «campagnes» se sont montrées les plus favorables à Dominique Baudis. Mais l'inverse se vérifie autant de fois. Cependant, là encore, électeurs des villes et électeurs des champs ne se différencient guère, chacun dans leur territoire, sauf en Corse. L'identité régionale ne serait-elle plus un vain mot ?

MARTINE VALO

## Les chasseurs marquent le pas

Les chasseurs marquent le pas. Après la percée de 1989, aux précédentes élections européennes, où ils avaient manqué d'un rien la barre des 5 %, avec plus de 4 % des suffrages ; après les régionales de 1992, où ils avaient fait leur entrée dans de nombreux conseils régionaux, notamment en Aquitaine avec dix élus, la liste Chasse-pêche-nature-traditions (CPNT) stagne. Si le scrutin de dimanche confirme sa bonne tenue dans ses fiefs - la Somme, la Gironde, et les Landes notamment - il lui interdit une nouvelle fois l'accès au Parlement de Strasbourg.

Le motif euro-corporatiste de l'action de CPNT, c'est-à-dire la suppression de la directive 79-409 relative à la chasse, a montré ses limites. En 1989, période encore bénie pour la construction européenne, les chasseurs avaient pu représenter une échappatoire pour ses adversaires. En 1994, la liste CPNT s'est retrouvée sur un

créneau anti-européen particulièrement encombré, à droite, avec les listes de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers, comme à gauche avec les listes d'extrême gauche, ainsi que celles du PCF et de Jean-Pierre Chevènement. Le renfort pittoresque des bouilliers de cru, au nom des traditions, n'y a rien fait.

André Goustat, président de CPNT, a beau se consoler avec la déroute des écologistes, «qui sont passés sous la table à force de vouloir se mêler de tout», les résultats sont là. Nettement défaits, dans un scrutin pourtant très favorable et dépourvu d'enjeu national direct, les chasseurs vont peut-être devoir retourner, plus vite qu'ils ne l'envisageaient, à leurs affûts. Leur faudra en effet attendre... les élections régionales de 1998 pour pouvoir espérer profiter de nouveau des effets grossissants du scrutin proportionnel.

G. P.

## La déception des régionalistes

Le réveil est plutôt rude pour des régionalistes qui comptaient bien capter les sensibilités anti-jacobines qui travaillent, en permanence, les provinces françaises. Avec leurs 76 500 suffrages (0,39 %), ils sont loin de retrouver la centaine de milliers de voix recueillies aux régionales de 1992 où, pourtant, leurs candidats n'étaient pas présents par-

tout. Ils voient la confirmation de leur discours ne trouve d'écho que lors des scrutins locaux, même si, en l'occurrence, ils avaient cru trouver dans le thème de «l'Europe des régions» un mot d'ordre synthétique.

Comme de coutume, c'est en Corse qu'ils éveillent le plus d'intérêt avec un score supérieur à 10 %. On repère ensuite leur présence dans les Pyrénées-Atlantiques (1,65 %) - en raison de sa partie basque -, dans les départements bretons du Finistère (1,34 %), des Côtes-

d'Armor (1,07 %), du Morbihan (1 %). En terre alsacienne, catalane ou occitane, ils ne franchissent pas le seuil du 1 %.

Si M. Simeoni ne se faisait guère d'illusions sur ses chances de conserver son siège à Strasbourg, l'essentiel était pour lui de briser la chape d'indifférence qui entoure en France les expressions régionalistes. Le pari n'a pas pu être vraiment tenu tant sa liste s'est trouvée piégée par un système médiatique impitoyable pour les minoritaires. Et les résultats ne l'ont pas sauvé du désintérêt.

Il lui reste maintenant à travailler à ce projet d'une «fédération» destinée à inscrire durablement le régionalisme dans le paysage politique français. Privé de ses entrées européennes à Strasbourg, il n'a guère d'autre choix que de persévérer dans cette entreprise, s'il veut conserver un porte-voix.

F. B.

## Un Français sur sept a fait le choix des «petites» listes

De Jacques Chirac à André Lajoinie, en passant par Valéry Giscard d'Estaing, chacun l'a souligné au soir du 12 juin : l'élection européenne aura été l'occasion pour les Français d'exprimer leur «insatisfaction». Les scores réalisés par Philippe de Villiers et Bernard Tapie constituent évidemment les signes les plus spectaculaires de cette réaction de défiance ou de rejet à l'égard des partis politiques traditionnels.

Plus diffus, mais non moins significatif de cet effritement de la représentation politique classique, le résultat cumulé de l'ensemble des «petites» listes qui se présentaient aux suffrages des électeurs. Sans même prendre en compte l'électorat écologiste, dispersé sur les deux listes présentées par les Verts et Brice Lalonde, ce sont deux millions et demi d'électeurs qui ont voté pour l'une des douze listes qui ont recueilli moins de 5 % des voix, et même, pour huit d'entre elles, moins de 1 %.

### L'audience de l'extrême gauche

Un peu plus de 13 % des Français - soit près d'un sur sept - ont jugé utile de voter «inutile», c'est-à-dire pour des listes qui n'avaient aucune chance, ou presque, de dépasser la barre des 5 % nécessaires pour obtenir des élus au Parlement européen. Si l'on ajoute plus d'un million de votes blancs ou nuls, ce sont, au total, quelque trois millions six cent mille voix qui se sont éparpillées hors des sentiers balisés. Ce résultat est d'autant plus symptomatique que l'irruption des listes de MM. Villiers et Tapie aurait pu fixer ces votes minoritaires ou protestataires. C'est ce qui s'était passé lors de l'élection européenne de 1989, lorsque la percée des écologistes avait ramené à 9 % le résultat de l'ensemble des «petites» listes.

Comme il y a cinq ans, la plus grosse part de ces votes marginaux est constituée par la liste Chasse, pêche, nature et tradition conduite, à nouveau, par André Goustat. A l'évidence, les chasseurs n'ont pas désarmé. Si le taux de participation nationale, supérieur cette année, fait légèrement baisser le pourcentage de voix qu'ils ont recueilli (3,98 % contre 4,13 %), vingt mille électeurs supplémentaires ont toutefois apporté leur suffrage aux défenseurs de la chasse. Si ces derniers ne retrouvent pas les scores spectaculaires qu'ils avaient obtenu il y a cinq ans dans la Somme, la Gironde, les Landes ou les deux départements de Charente, ils améliorent, en revanche, leurs résultats dans cinquante-sept départements. Et M. Goustat pouvait affirmer, dimanche soir, que Philippe de Villiers avait «vendangé sur [nos] terres» et fait perdre aux chasseurs «les voix qui pouvaient [nous] faire passer la barre des 5 %».

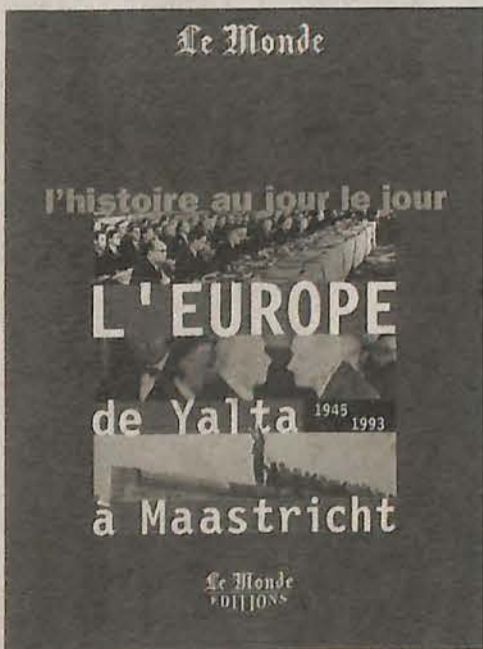
Le vote marginal militant n'est pas négligeable non plus. Avec 2,72 % des suffrages et plus de 520 000 voix, l'extrême gauche retrouve quelque audience, en particulier la liste de Lutte ouvrière conduite par Arlette Laguiller, qui devance très largement la liste du Parti des travailleurs de M. Gluckstein. L'électorat militant s'est également porté sur la liste de Jean-Pierre Chevènement, ou sur la liste «Sarajevo» (même si le retrait de ses principaux animateurs a ramené son score à un niveau à peine symbolique). Quant aux frères Touati, qui animaient chacun une liste, ils n'auront, à eux deux, totalisé que 1 % des suffrages, la prime allant à Gérard Touati qui avait placé l'emploi en tête de ses préoccupations.

GÉRARD COURTOIS

## Le Monde EDITIONS

### Collection L'Histoire au jour le jour L'EUROPE DE YALTA A MAASTRICHT 1945-1993

Sous la direction de Patrick Éveno et Pierre Servent  
Préface de Jacques Lesourne



168 pages, relié  
22 X 32,5, 140 F

L'histoire de la construction de l'Europe à travers les archives du Monde, des idées d'Aristide Briand et de la Résistance, aux dernières ratifications du traité créant l'Union européenne.

L'Europe de Yalta à Maastricht est composé de chronologies, d'articles, de documents, de dessins et de cartes. Le choix résulte d'un travail collectif de rédacteurs et de documentalistes du Monde associés à des historiens.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

# La gauche méconnaissable

Suite de la première page

Le deuxième atout du milliardaire en faillite est sa fortune même. Non tant parce qu'il offrirait une revanche symbolique à ceux envers lesquels la gauche n'a pas tenu ses promesses, mais parce que sa manière de réussir, rapide, brutale et tapageuse, fait de lui un personnage de roman ou de saga cinématographique grandeur nature, en même temps qu'un virtuose de la modernité. Homme d'affaires, homme de télévision, patron de club sportif, député, ministre, candidat à la mairie de la deuxième ville de France, M. Tapie «sait y faire». Il a compris son époque. Il s'est même imposé à elle. Il tient la dragée haute aux policiers, juges, huissiers et journalistes qui sont à ses trousses. Sa morgue, alors que tant d'ennemis semblent ligüés contre lui, vaut tous les brevets de moralité. Ainsi le député des Bouches-du-Rhône a-t-il conquis à la fois un électoralat de gauche désorienté et un électoralat jeune, qui, comme le montre l'enquête réalisée par BVA à la sortie des bureaux de vote (voir pages 10 et 11), s'est mobilisé dans les derniers jours de la campagne pour aller le soutenir.

Encore fallait-il pour cela que la gauche fût désorientée. Michel Rocard a lucidement analysé l'échec que lui a infligé M. Tapie en déclarant que la campagne socialiste avait manqué d'audace et surtout, en ajoutant que le PS devra à l'avenir faire preuve de «sens du concret, de l'espoir, de la morale». Car ce sont bien ces trois

repères qui manquent aujourd'hui à toute une partie de ce qui fut la gauche ou à ceux qui auraient pu s'y reconnaître. Tous ceux qui ont préféré s'identifier à l'aventure du patron-vedette des années 80. Ceux-là ont perdu, en effet, la boussole de la morale, qui fut pendant des décennies l'axe du combat de la gauche et qui s'est affolée au temps du libéralisme triomphant et des acrobaties politiques réussies par M. Mitterrand. Faute de ce repère en effet, les audaces de M. Tapie peuvent apparaître comme autant de défis exaltants à l'ordre établi.

La gauche «gestionnaire» attachée avant tout à la conservation d'un pouvoir dont elle a fini par être brutalement chassée ne propose plus d'espoir à ceux qu'elle a vocation de représenter. Le pire est peut-être la liberté ainsi donnée de remplacer le projet par des mirages, les propositions par des rêves, la volonté par des attitudes, le discours par des bons mots, la solidarité par des clins d'œil. Les électeurs de M. Tapie sont bien, comme le dit M. Rocard, exilés du concret. L'analyse des réalités économiques et sociales, le recensement des problèmes, l'élaboration collective de solutions, tout ce patient travail par lequel la gauche, dans le passé, avait su convaincre et rassembler semble leur être tout à fait étranger. L'identification leur tient lieu d'adhésion, et il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, du score obtenu par la liste Energie radicale à Marseille : voter Tapie est ici

une manière de voter pour soi, dans le rapport qui unit des supporters à leur équipe de football.

Le niveau auquel a été réduit Michel Rocard impose le silence à l'ensemble des socialistes, qui savent qu'aucun d'entre eux ne peut sérieusement s'exempter de cette défaite. Si Ségolène Royal a annoncé une initiative d'une cinquantaine d'élus pour rouvrir la réflexion au sein du PS, en faisant pendant six mois la trêve de la préparation de l'élection présidentielle, celui qui aurait leurs faveurs pour défendre les couleurs socialistes dans cette compétition, c'est-à-dire Jacques Delors, n'a donné aucun signe d'encouragement dans cette direction. Il a au contraire réaffirmé qu'à ses yeux le candidat du PS n'est autre que Michel Rocard. Le président de la Commission européenne sait bien que si les sondages sont moins cruels pour lui que pour l'ancien premier ministre, il le doit essentiellement au fait qu'il n'exerce aucune responsabilité à l'intérieur du Parti socialiste et que la perte de prestige qui affecte le premier secrétaire pourrait le toucher lui aussi dès lors qu'il changerait de rôle.

### Le curieux visage de la droite

Les socialistes peuvent, sinon se consoler, du moins se distraire de leur infortune en observant le curieux visage que présente la droite. Largement victorieuse il y a un peu plus d'un an, apparemment unie dans le soutien à un gouvernement où toutes ses tendances sont représentées, la majorité vient de révéler ses failles cachées. Le résultat obtenu par la liste de Philippe de Villiers est l'effet de trois causes : la persistance d'un désaccord de fond, dans l'électorat de droite, face à la construction européenne ; la diffusion des idées de l'extrême droite

depuis plus de dix ans au sein de cet électoralat ; la fracture que commence à y dessiner l'opposition entre Edouard Balladur et Jacques Chirac.

En voulant devancer l'effet du vote Villiers par des déclarations qui visaient à le récupérer avant l'heure, les dirigeants du RPR - et singulièrement Charles Pasqua - l'ont encouragé. Comme dit Dominique Baudis, victime de ce changement de scénario en cours de film, le ministre de l'intérieur a délivré aux électeurs de la majorité «un vrai-faux permis de voter» en faveur du député de Vendée. Celui-ci, ayant atteint plus de 12 % des voix, prétend maintenant réunir une «famille» avec laquelle il faudra compter pour l'élection présidentielle. La démonstration que semblaient vouloir faire certains dirigeants du RPR selon lesquels - c'est Jean-Louis Debré qui parle - l'unité de candidature n'est peut-être pas la meilleure garantie de victoire pour la droite va au-delà de leurs espérances.

Le terrain sur lequel comptait s'avancer M. Chirac est désormais occupé, en effet, par un autre que lui. Une fois de plus, le maire de Paris se retrouve confronté, comme en 1988 avec Jean-Marie Le Pen, à la dissidence d'une partie de son électoralat naturel. La «communauté de valeurs» affirmée par M. Pasqua, de la même manière qu'il l'avait fait il y a six ans vis-à-vis de l'extrême droite, risque de gêner le président du RPR autant que cela avait été le cas à l'époque.

Le vainqueur, M. Mitterrand, avait alors joué au centre. Son exemple pourrait inspirer M. Balladur. Et la même mésaventure qu'il y a six ans menace de nouveau le président du RPR ?

PATRICK JARREAU

# Alarmes

Suite de la première page

En France, où l'on continue, à juste titre, de prétendre à un leadership franco-allemand, on a moins voté qu'aux cantonales, ce qui n'est pas un titre de gloire, et les listes européennes officielles n'ont cessé de reculer tout au long de la campagne : celle-ci a connu une véritable dynamique anti-européenne, si l'on en juge par le plongeon, par rapport aux positions de départ, des listes Baudis et Rocard, reproduisant un phénomène analogue à celui de la campagne référendaire pour un traité, celui de Maastricht, dont la légitimité continue - tel est notre «privilege» - d'être contestée. Scrutin de décomposition, à gauche, où l'aventure personnelle de Bernard Tapie ne saurait tenir lieu d'esquisse de reconstruction, scrutin de recomposition, à droite, avec l'émergence d'une «famille», comme dit M. de Villiers, anti-européenne, scrutin de protestation, bien sûr, comme si le message des urnes de mars dernier s'était perdu dans les sables, parce que le sort des Français ne s'en est pas trouvé magiquement amélioré.

En raison d'un mode de scrutin, la proportionnelle, dont nous sommes préservés lors des votes décisifs, les élections européennes ne sont pas, en France, décisives. Leurs effets grossissants - émergence du Front national en 1984, percée des écologistes en 1989 - ne donnent pas la clé des scrutins nationaux, dès lors que les enjeux de pouvoir permettent aux partis de gouvernement de retrouver leurs marques. Il n'empêche : ces accidents révè-

lent les failles du paysage politique, éclairent d'une lumière crue ses faiblesses et dévoilent ses insuffisances.

C'est une France fragile et incertaine, désorientée et éclatée, qui s'est exprimée le 12 juin. Trois populismes la tirant désormais à hue et à dia, trois réponses sommaires qui ne jouent pas sur le même registre et qui ne chassent pas sur les mêmes terres. L'hypothèque d'une extrême droite nationaliste-xénophobe est maintenue, confirmant la tentation d'un repli français dans la quête de boucs émissaires. La montée en puissance d'une droite intégriste, autoritaire et protectionniste, affaiblit le camp européen dans l'actuelle majorité. La percée d'une gauche démagogique, entraînant un électoralat jeune et populaire, conforte la crise de la gauche de gouvernement.

Il ne servirait à rien de s'en prendre aux électeurs : ils sont souverains. Mieux vaut - mais est-il encore temps ? - inciter les acteurs politiques à tirer les leçons de ces signaux alarmants. La droite paye sa complaisance pour les discours d'exclusion, ses électeurs lui faisant savoir qu'ils préfèrent, comme dit M. Le Pen, l'original à la copie. La gauche paye son retard à prendre la mesure autocritique de sa pratique gouvernementale et de sa perte d'assise populaire, face à la crise et au chômage. La classe politique tout entière paye ses jeux d'ambitions qui ne cessent de discréditer le débat d'idées et de convictions. Il lui reste moins d'un an pour se ressaisir.

J.-M. C.

# L'exception française

Suite de la première page

Forza Italia de Silvio Berlusconi, qui a été une nouvelle fois plébiscité, risque en revanche de perturber, au Parlement de Strasbourg comme dans les autres instances européennes, la poursuite du projet européen que le traité de Maastricht ne faisait encore qu'ébaucher. Il charrie en effet, outre son ultra-

libéralisme, une philosophie assez éloignée de celle qui a inspiré toutes les forces politiques italiennes d'importance depuis la fin de la guerre, à savoir une adhésion sans réserve à l'idée européenne.

Mais, dans les autres grands pays de la Communauté comme l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, aucune dérive

populiste, nationaliste, anti-européenne ne s'est produite. Le Parti populaire espagnol, qui, pour la première fois, remporte plus de voix que les socialistes de Felipe Gonzalez, n'est pas moins européen qu'eux. Les travaillistes britanniques ne le sont pas moins que John Major, ce qui n'est pas une performance, et l'on peut même espérer voir bientôt Londres renoncer à la politique d'obstruction quasi systématique qui est la sienne depuis tant d'années. Quant à l'Allemagne dont on se méfie tant, elle a affirmé dimanche sa détermination européenne. La liste de Manfred Brunner, fondée sur une défense quasi exclusive des intérêts allemands, n'a guère fait mieux que 1 %, celle des Républicains d'extrême droite a perdu son représentant à Strasbourg. Bref, outre-Rhin, le nationalisme et la xénophobie paraissent, à la lumière du moins de ce scrutin, purement et simplement laminés.

Helmut Kohl l'euro-péen en sort, lui, renforcé au-delà de toute attente et fait même un bon score à l'est, où on le disait tellement impopulaire. C'est comme si l'Allemagne, pays désormais le plus fortement représenté à Strasbourg avec 99 députés, s'était sentie dimanche, une responsabilité particulière. C'est l'impression que donne aussi l'Autriche, où le leader nationaliste et xénophobe Jörg

Haider fait un très piteux score, et qui, avec son «oui» massif à l'adhésion à l'Union, ouvre de la meilleure manière possible le processus d'élargissement (lire page 56). Autant de résultats satisfaisants pour l'Europe mais qui renforcent encore l'«exception française», où la poussée des listes fondamentalement opposées à l'esprit de la construction européenne obligera la classe politique, et notamment les candidats à la prochaine élection présidentielle, à composer avec elles.

Le Parlement de Strasbourg ne sera peut-être pas radicalement bouleversé après les élections de dimanche, l'équilibre gauche-droite étant grosso modo respecté. Mais le tableau des opinions politiques en Europe qui émane de ce scrutin laisse entrevoir la possible remise en cause de ce qui fut jusqu'à présent le ressort fondamental de la construction européenne : une entente franco-allemande au sein de laquelle la France prétendait donner les impulsions politiques. Alors que certains grands sujets - la monnaie unique, l'élargissement vers le nord et vers l'est - recentrent l'Europe vers elle, l'Allemagne sera tentée d'estimer qu'elle n'a plus de leçons à recevoir.

JOSÉ-ALAIN FRALON et CLAIRE TRÉAN

## EUROPÉENNES SUR MINITEL

3615

LE MONDE

Tous les résultats  
Tous les pays

2.19 F/min

## MBA Master of Business Administration

Université à San Francisco  
spécialisée en Management International

California State approved ACBSP

- 12 mois intensifs de programme américain
- Campus urbain, recrutement multinational

### INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

Centres d'information en Amérique, Asie, Europe  
Paris Tél. : 16 (1) 40-70-10-00 - Fax : 40-70-10-10



## LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 100.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

La nouvelle physionomie du Parlement

# Socialistes et démocrates-chrétiens restent condamnés à s'entendre à Strasbourg

BRUXELLES  
(Union européenne)

de notre correspondant

C'est un rappel que n'apprécierait peut-être pas Philippe de Villiers, mais le Parlement européen élu dimanche 12 juin est le Parlement du traité de Maastricht, doté, dans le domaine législatif, de pouvoirs de codécisions dont la précédente Assemblée n'a pas disposé durant la plus large partie de son mandat, puisque le traité n'est entré en vigueur que le 1<sup>er</sup> novembre 1993. Comment le Parlement exercera-t-il ces compétences nouvelles? Faut-il s'attendre à une relation plus conflictuelle avec les autres institutions, conseil des ministres et Commission? Quelle sera son influence sur les grands débats de la législation?

A première vue le léger glissement à droite qui caractérise le scrutin de dimanche ne devrait pas aboutir à une modification sensible des tendances lourdes de cette Assemblée, par rapport à la précédente: pour atteindre la majorité de 284 voix, le Parti populaire européen (PPE), principale formation conservatrice, aura besoin, dans la plupart des cas, de rechercher le concours des socialistes.

L'opposition gauche-droite, qui aurait lieu de se manifester à propos de la mise en œuvre du Livre blanc de la Commission sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, pourrait s'en trouver en partie gommée. S'agissant des grands travaux d'infrastructures, un des volets opérationnels du Livre blanc, le Parlement tentera peut-être d'inciter les Douze à aller plus

loin qu'ils n'en montrent actuellement l'intention, mais, sensible aux arguments des ministres des finances sur la nécessité de ne pas aggraver les déficits des collectivités publiques et de ne pas prendre le risque de relancer l'inflation, restera vraisemblablement prudent.

On peut faire confiance aux chrétiens-démocrates allemands, le parti qui, fort d'un succès renouvelé, devrait bénéficier d'un poids tout particulier dans l'hémicycle, pour empêcher que trop de liberté soit prise avec les exigences de la stabilité. Cette observation vaut pour l'ensemble du débat économique: une orthodoxie sans excès, conforme à la doctrine de l'économie sociale de marché qui a cours outre-Rhin, devrait donner la tonalité aux interventions du Parlement.

## La réforme des institutions

Le recul d'influence des conservateurs britanniques jouera dans ce sens, mais, en revanche, les élus de Forza Italia et de l'Alliance populaire espagnole pourraient être tentés de mettre en avant les thèses de l'ultra-libéralisme. Même si tel était le cas, la gauche, compte tenu des règles de fonctionnement de l'Assemblée, conserverait, sauf surprise, la capacité de les contrer. On devine que le nouveau Parlement va se passionner pour la préparation de la conférence intergouvernementale qui, en 1996, doit se prononcer sur l'organisation politique et institutionnelle de l'Union. Il aura déjà l'occasion de manifester tout l'intérêt

qu'il porte à ces questions lorsqu'il sera amené, dans quelques semaines, conformément au droit que lui reconnaît le traité de Maastricht, à donner son avis sur le successeur de Jacques Delors à la tête de la Commission.

Même si le nouveau Parlement est de tendance moins fédéraliste que ses prédécesseurs, on l'imagine mal se ralliant à des formules qui aboutiraient à affaiblir la Commission, traditionnelle son alliée naturelle, et, en sens inverse, à accroître les pouvoirs du Conseil européen et de la présidence. De telles thèses ayant apparemment la faveur des Français, un conflit avec le Parlement aurait de sérieuses chances de surgir s'ils réussissaient à les faire partager par un nombre suffisant de partenaires et, en particulier, par les Allemands.

C'est dire que le Parlement pourrait devenir, à côté des «petits» pays eux aussi menacés, un des acteurs d'un possible blocage du processus de révision institutionnelle de 1996. Compte tenu des dangers qu'une telle situation ferait courir à l'Union, c'est dire aussi que ce débat difficile aurait intérêt à être préparé, afin de disposer de délais suffisants pour rapprocher des positions dont il y a tout lieu de croire qu'elles apparaîtront au départ comme parfaitement inconciliables.

La précédente Assemblée l'avait compris et avait engagé un travail de qualité dans cette direction. Celle qui vient d'être élue en profitera et, assurément, continuera sur la lancée. C'est l'intérêt de tous que le

Parlement précise ses objectifs et joue un rôle constructif dans une réflexion qui conditionnera l'avenir de l'Union.

L'autre grande affaire de la législation sera la définition d'une politique à l'Est, avec à la clé l'adhésion programmée de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale.

## Division nationale

En vertu du traité de Maastricht, il n'y a plus d'adhésions ni d'accords internationaux sans «avis conforme» donné par la majorité des eurodéputés. Ceux-ci, certainement décidés, cette fois-ci, à ce que rien ne soit fait, ou même promis, tant que l'Union n'aura pas défini son nouveau mode de fonctionnement, devraient se montrer ouverts à un nouvel élargissement dès lors que la condition préalable institutionnelle aura été remplie.

Les parlementaires allemands pousseront dans ce sens, mais rien ne porte à croire qu'ils devront surmonter une forte opposition, sauf si, hypothèse plausible, leurs collègues des pays périphériques, essentiellement méditerranéens, acquièrent la conviction que l'élargissement en question ne peut s'accomplir qu'à leurs frais.

Dans ce cas de figure, la division au sein de l'Assemblée sera nationale davantage qu'idéologique. C'est là encore, sur un dossier d'une grande portée, une perspective qui menace son bon fonctionnement et qu'elle devrait donc avoir à cœur de traiter suffisamment tôt.

PHILIPPE LEMAITRE







## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

et « Paris-Match » à la sortie des bureaux de vote

# des électors traditionnels de la gauche et de la droite

sont rendus aux urnes dimanche. Inquiet lorsqu'il est amené à juger de sa « situation personnelle et professionnelle », il se distingue de celui de M. Le Pen, pour rejoindre le point de vue de l'électorat de M. Baudis, lorsqu'il juge positivement l'état de la démocratie en France. Fervent adversaire du traité de Maastricht, il est le seul électeur, parmi les chantres du « non », à reconnaître en majorité (56 %) « les conséquences positives » de l'Europe pour les Français.

Comme pour M. Tapie, la marque personnelle de M. de Villiers n'est pas étrangère à la dynamique qu'il a su créer au sein d'une part importante de l'électorat traditionnel de la droite française. Bien que très en retrait par rapport au député des

Bouches-du-Rhône (49 % au lieu de 70 %), le niveau de motivation des électeurs sur sa personne est le seul à être plus important que l'attachement à sa « famille politique » dans la motivation du vote (45 %).

Les succès similaires de M. Tapie et de M. de Villiers mettent en évidence les faiblesses des listes des formations traditionnelles, qui, lorsqu'on en réunit les suffrages, sont très nettement au-dessous de la barre des 50 % des suffrages exprimés. La modeste performance de la liste d'union UDF-RPR, au-delà de « l'effet Villiers », souligne ce qui reste l'une des principales carences de la droite parlementaire : son incapacité à capter les voix des électeurs les plus jeunes. Cette impuissance

frappe, il est vrai, toutes les formations traditionnelles. Les listes du PCF, du PS et UDF-RPR rassemblent seulement 33 % des moins de vingt-cinq ans, alors qu'elles recueillent, au plan national, près de 50 % des suffrages.

### Ni soutien, ni sanction du gouvernement

Le succès du député de Vendée souligne *a contrario* l'incapacité de Jean-Pierre Chevènement à structurer, dans la gauche non communiste, une sensibilité hostile au traité de Maastricht. Seuls 15 % des sympathisants qui avaient voté « non » au traité sur l'Union européenne ont rejoint le député de Belfort. 35 % d'entre eux ont rejoint la

liste pro-Maastricht de M. Rocard. Comble d'insuccès, 19 % des électeurs qui avaient voté « non » au référendum ont finalement choisi de porter leur suffrage sur la personne de M. Tapie, lui aussi favorable au traité de Maastricht !

L'échec électoral, tout aussi patent, de la liste « Sarajevo », en dépit de la notoriété de son chef de file, Léon Schwartzberg, est illustré par l'impact relativement faible que le débat sur la guerre en ex-Yougoslavie a eu sur le vote des électeurs. La percée médiatique aura donc été sans lendemain. Une courte majorité de Français (52 % contre 45 % d'un avis contraire) n'accordent pas d'importance à cet enjeu dans son vote de dimanche. Malgré tout, l'électorat de M. Rocard n'a pas été insensible à ce débat. Le résultat est alors inversé : 54 % des électeurs de la liste socialiste ont accordé de l'importance à ce sujet, contre 42 % qui l'ont négligé.

Le très faible score de M. Schwartzberg montre combien il est difficile, en temps de crise, de circonscrire les élections européennes au débat sur la construction de l'Union. A bien des égards, le scrutin de 1994 est un mélange des climats mesurés en 1984 et 1989 au travers des enquêtes de BVA. Il y a dix ans, les électeurs votaient majoritairement en pensant aux problèmes français (55 %), trois ans après l'alternance de 1981 et au beau milieu d'une crise scolaire. Ils exprimaient leur volonté de sanctionner, par leur vote, le gouvernement de Pierre Mauroy. En 1989, au contraire, un an seulement après la réélection de François Mitterrand, une très nette majorité d'électeurs privilégiaient la construction européenne (60 %)

et laissaient de côté une éventuelle tentation de vote-sanction à l'égard du pouvoir.

En 1994, c'est le « ni-ni » : ni vote-soutien, ni vote-sanction envers Edouard Balladur. 40 % des électeurs – c'est un record – écartent une quelconque volonté de jugement pro ou anti-gouvernemental en mettant dans l'urne un bulletin de vote. Pourtant, ils privilégient à 53 %, dans cette enquête, les problèmes français et manifestent fortement leur inquiétude sociale. C'est particulièrement vrai chez les actifs salariés, qui apparaissent comme la catégorie la moins sensible aux motivations européennes. Elles restent, pour la majorité d'entre eux, un objet abstrait, qu'elles rejettent de la même manière que l'avaient fait les partisans du « non » au traité de Maastricht.

PIERRE GIACOMETTI  
et GILLES PARIS

### Fiche technique

L'analyse du profil sociologique et politique des électeurs, ainsi que de leurs motivations, est tirée d'une enquête effectuée, dimanche 12 juin, par BVA-Zenith, pour le Monde, France 2, Europe 1 et Paris-Match, auprès de 7 460 électeurs venant de voter dans 200 bureaux de vote. Ces bureaux, dispersés sur l'ensemble du territoire national, constituent un échantillon représentatif de l'électorat. Les résultats relatifs à l'abstention ont été obtenus par des enquêtes réalisées par BVA, du 2 au 11 juin, auprès de 3 257 personnes.

Tableau 4 :  
LE PROFIL  
DES ABSTENTIONNISTES \*

	1994	Rappel 1989
<b>ENSEMBLE ABSTENTION</b> .....	46	51
<b>Sexe</b>		
Hommes .....	45	48
Femmes .....	47	53
<b>Age</b>		
18-24 ans .....	57	70
25-34 ans .....	57	64
35-49 ans .....	42	48
50-64 ans .....	40	42
65 ans et plus .....	40	35
<b>Profession de l'interviewé</b>		
Agriculteur exploitant .....	34	31
Artisan, petit commerçant .....	42	49
Prof. libérale, scientifique, supérieure .....	43	45
Prof. intermédiaires .....	44	42
Employé .....	52	60
Ouvrier .....	54	62
Retraité .....	39	38
Autres inactifs .....	49	59
<b>Niveau d'instruction</b>		
Primaire ou n'est jamais allé à l'école .....	43	44
Secondaire et bac .....	49	55
Technique - commercial .....	45	59
Supérieure .....	46	45
<b>Sympathie partisane</b>		
Parti communiste .....	38	40
Parti socialiste, MRG .....	47	52
Ecologistes .....	55	60
UDF .....	41	32
RPR .....	36	44
Front national .....	43	35
Aucun parti .....	61	74

\* Source : enquêtes préélectorales BVA réalisées du 2 au 11 juin 1994 ; 3 257 personnes interrogées.

Tableau 3 : L'ATTITUDE DES ÉLECTORATS

	Ensemble électeurs	Wurtz	Chevènement	Rocard	Tapie	Lalonde + Isler-Béguin	Baudis	De Villiers	Le Pen	Goustat	Schwartz- zenberg
<b>En France, la démocratie fonctionne...</b>											
Bien .....	60	41	59	70	56	64	78	65	28	39	63
Mal .....	38	57	39	28	43	35	21	33	70	59	32
<b>En pensant à l'avenir de ma situation personnelle et professionnelle, je suis...</b>											
Confiant .....	38	19	36	44	33	39	55	38	16	26	40
Inquiet .....	59	77	62	54	65	59	42	61	82	74	56
<b>Les conséquences de l'Europe pour les Français...</b>											
Positives .....	67	33	74	87	75	77	85	56	28	44	81
Négatives .....	30	64	25	12	23	21	12	41	69	52	15
<b>J'ai voté d'abord en pensant...</b>											
A soutenir le gouvernement .....	28	4	12	12	15	10	64	35	7	7	7
A m'opposer au gouvernement .....	29	66	35	34	39	22	06	18	57	29	28
Ni l'un ni l'autre .....	40	25	50	49	44	67	28	44	32	60	63

# PROVENCE- ALPES- CÔTE D'AZUR



Dans une région qui avait manifesté son opposition à la ratification de Maastricht à 55,33 %, les listes hostiles à l'accord européen, de MM. de Villiers et Le Pen, ne parviennent pas à totaliser un tel résultat. Certes le Front national réalise encore des scores importants par rapport aux chiffres obtenus dans le reste du pays, mais une partie de son électorat paraît avoir été séduit par la liste de Villiers. Grâce à ses résultats spectaculaires dans le département des Bouches-du-Rhône, la liste de Bernard Tapie se glisse à la deuxième place dans la région, à moins de trois points de la liste Baudis. Ce résultat est obtenu, en partie, au détriment de la liste socialiste, qui dépasse à peine 12 % dans les Hautes-Alpes et s'effondre à moins de 7 % dans les Bouches-du-Rhône. La présence d'Elisabeth Guigou n'a pas évité à la liste Rocard d'arriver en cinquième position dans le Vaucluse.

PCF	Aut. P.	PS	MRG	Verts	GE	CPNT	Maj.	Aut. E.	FN	Div.
7,83	1,79	8,73	18,82	2,47	1,75	3,38	21,44	12,40	17,00	4,33

PT.....	26	0,31	PLN.....	26	0,31
DEUE..	11	0,13	PVE.....	9	0,10
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00

### Hyères

I., 31 902; A., 48,69%; E., 15 697

Maj.....	3 662	23,32	FN.....	3 311	21,09
Aut. E..	2 569	16,36	MRG...	2 162	13,77
PS.....	1 206	7,68	PCF.....	708	4,51
CPNT..	509	3,24	Verts....	401	2,55
GE.....	310	1,97	Aut. P..	271	1,72
Saraj....	195	1,24	LO.....	175	1,11
Rég.....	62	0,39	Emp.....	35	0,22
PLN.....	32	0,20	DEUE..	31	0,19
PVE.....	30	0,19	PT.....	28	0,17
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00

### Saint-Raphaël

I., 21 525; A., 44,05%; E., 11 678

Maj.....	3 225	27,61	Aut. E..	2 283	19,54
FN.....	2 278	19,50	MRG...	1 416	12,12
PS.....	904	7,74	PCF.....	334	2,86
CPNT..	279	2,38	Verts....	250	2,14
GE.....	187	1,60	Aut. P..	147	1,25
LO.....	118	1,01	Saraj....	100	0,85
DEUE..	54	0,46	PLN.....	27	0,23
Rég.....	26	0,22	Emp.....	24	0,20
PT.....	15	0,12	PVE.....	11	0,09
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00

### La Seyne-sur-Mer

I., 40 392; A., 54,95%; E., 17 582

FN.....	3 619	20,58	Maj.....	2 885	16,40
MRG...	2 864	16,28	PCF.....	2 761	15,70
Aut. E..	2 013	11,44	PS.....	1 116	6,34
CPNT..	562	3,19	Verts....	434	2,46
Aut. P..	319	1,81	GE.....	307	1,74
LO.....	236	1,34	Saraj....	216	1,22
Rég.....	60	0,34	Emp.....	51	0,29
PLN.....	42	0,23	DEUE..	40	0,22
PT.....	33	0,18	PVE.....	24	0,13
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00

### Six-Fours-les-Plages

I., 22 547; A., 47,31%; E., 11 493

Maj.....	2 573	22,38	FN.....	2 371	20,62
MRG...	1 826	15,88	Aut. E..	1 649	14,34
PS.....	860	7,48	PCF.....	592	5,15
CPNT..	512	4,45	Verts....	260	2,26
GE.....	225	1,95	Aut. P..	181	1,57
LO.....	153	1,33	Saraj....	106	0,92
Emp.....	39	0,33	Rég.....	38	0,33
DEUE..	35	0,30	PLN.....	31	0,26
PT.....	25	0,21	PVE.....	17	0,14
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00

### La Valette-du-Var

I., 14 490; A., 47,68%; E., 7 251

FN.....	1 732	23,88	Maj.....	1 419	19,56
MRG...	1 085	14,96	Aut. E..	967	13,33
PS.....	585	8,06	PCF.....	454	6,26
CPNT..	204	2,81	Verts....	192	2,64
Aut. P..	162	2,23	GE.....	149	2,05
LO.....	95	1,31	Saraj....	93	1,28
Emp.....	22	0,30	PT.....	22	0,30
DEUE..	21	0,28	Rég.....	18	0,24
PLN.....	16	0,22	PVE.....	15	0,20
Out.-M.	0	0,00	EPT.....	0	0,00



LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

ITALIE

87 SIÈGES. 56,9 millions d'habitants, 45,7 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle nationale. Le territoire est divisé en 5 circonscriptions : Nord-Ouest, Nord-Est, Centre, Sud et les îles (Sicile et Sardaigne). Le vote est préférentiel. Electeurs : tout citoyen de l'Union âgé de dix-huit ans (le vote n'est pas obligatoire mais la non-participation est portée sur le casier judiciaire). Éligibilité : tout citoyen de l'Union âgé de vingt-cinq ans. Vote le 12 juin.



### Silvio Berlusconi en plein état de grâce

**ROME**  
de notre correspondant  
«Forzissima Italia!», «Le Cavaliere au grand galop»: sans attendre les résultats définitifs, qui seront connus dans la journée du lundi 13 juin, les premiers titres de la presse italienne donnaient, dès dimanche soir, la mesure de la nouvelle victoire de Silvio Berlusconi. Le président du conseil obtient, en effet, un véritable plébiscite, puisque son parti Forza Italia devrait passer de 21 % aux législatives de mars dernier à 31-32 %.

Après le satisfecit public que Bill Clinton lui avait décerné à Rome au début du mois, le nouveau président du conseil ne pouvait espérer meilleur encouragement. Car la campagne massive sur les télévisions, ou encore l'«effet président du conseil-candidat», qui avait si bien réussi à Bettino Craxi à l'époque, ne suffisent pas à tout expliquer. En dépit de quelques bonnes passes d'armes sur l'indépendance de la RAI, la télévision publique, ou encore quelques réformes déconcertantes évoquées pour la justice ou d'autres secteurs, le crédit du gouvernement ne semble pas entamé, et les Italiens paraissent plutôt satisfaits des premières mesures adoptées.

Trois mois après le scrutin de mars, un mois après sa prise de fonctions, le gouvernement se voit donc doté d'une majorité confortable, en théorie, puisqu'elle passe de 42,9 % aux législatives à plus de 50 %, si l'on comptabilise les résultats de ses trois composantes : Forza Italia, Ligue du Nord et Alliance nationale.

Mais, pour avoir trop gagné, la majorité ne risque-t-elle pas d'être encore plus déséquilibrée maintenant qu'avant les élections ? En permettant aux diverses forces politiques de faire cavalier seul, grâce à la proportionnelle, après les mariages forcés des législatives dus au système majoritaire, ce scrutin européen a, en effet, surtout servi de sondage pour évaluer le «poids» de chacun après le

tremblement de terre de mars. Silvio Berlusconi ne risque-t-il pas d'être confronté au même phénomène que connu, jadis, Alcide De Gasperi avec une Démocratie chrétienne qui écrasait trop ses alliés ? Certes, Forza Italia est loin devant, mais ses deux principaux alliés subissent, l'un, une légère érosion, puisque l'Alliance nationale (extrême droite) recueille entre 12 % et 13 % et, l'autre, un recul significatif, puisque la Ligue du Nord descend de 8,4 % aux législatives de mars à un peu moins de 7 %.

«Compter plus en Europe»

Pour Gianfranco Fini, le coordinateur de l'Alliance nationale et secrétaire du MSI, le parti héritier du parti fasciste et allié jusqu'ici le plus sûr de M. Berlusconi, le résultat, sans être enthousiasmant, permet au moins de constater que les Italiens, en dépit des protestations de certains pays et des doutes émis par la gauche en général, n'ont pas voulu entrer dans ce débat.

Le vote du 12 juin est donc, à ses yeux, un nouveau brevet de démocratie, une preuve qu'une page du passé est tournée. Sur le plan politique, la partie sera plus difficile. M. Fini, de plus en plus à la remorque de M. Berlusconi, se voit, en effet, contesté à l'intérieur de sa propre formation par une aile plus radicale et «sociale», qui regarde d'un mauvais œil les penchants ultra-libéraux du gouvernement. La problématique n'en est pas moins compliquée pour la Ligue, qui, d'entrée de jeu, s'est posée en «conscience critique» du gouvernement. Alliée tactique et rétive de Silvio Berlusconi, elle voit peu à peu son électorat grignoté par Forza Italia. Forte de ses cent et quelques députés, obtenus grâce à l'alliance avec le mouvement de Silvio Berlusconi, elle devra donc préciser clairement ses objectifs, sous peine d'être bientôt réduite à la portion congrue. Son chef, Umberto Bossi, devra, par exemple, mettre entre parenthèses les «jeux» auxquels il aimait se

livrer avec l'opposition, en évoquant son rapprochement avec le PDS sur la question du fédéralisme. S'il n'y met pas une sourdine dans l'immédiat, M. Berlusconi pourrait être tenté de se débarrasser d'un allié trop encombrant.

Au centre, où l'on enregistre une légère chute, de 2 % à 3 %, on s'attendait presque à un résultat pire après la débâcle aux législatives. Au sein des héritiers de la Démocratie chrétienne, qui doivent tenir prochainement leur congrès, les tenants d'un ancrage ferme dans l'opposition se sentent donc plus forts face à la minorité qui prône un «flirt» avec Silvio Berlusconi.

Quant à la gauche, qui a fait une campagne en demi-teinte, pour ne pas dire inexistante, elle avait eu l'intelligence, après les erreurs commises lors des législatives, de ne pas chercher une hypothétique «revanche». Son score, en très légère baisse (18 %-19 % au lieu de 20,4 % aux législatives), lui permet pourtant d'entamer, sans trop d'acrimonie, un débat interne d'autant plus nécessaire qu'elle n'a toujours pas accouché d'un véritable projet de gouvernement.

Et l'Europe dans tout cela ? Il n'en a pratiquement pas été question au cours de cette campagne, la moins passionnée depuis longtemps. Les Italiens restent parmi les plus fervents tifosi de la construction européenne, le débat de fond n'existe pas vraiment. A cela près qu'avec l'arrivée des euro-députés de Forza Italia à Strasbourg le ton devrait rapidement changer.

«Compter plus en Europe» était le slogan de Silvio Berlusconi, presque le même que celui des nationalistes de l'Alliance nationale. C'est une Italie agressive sur le plan économique, ultralibérale et sourcilieuse sur ce qu'elle estime être ses droits, notamment sur le plan agricole, qui a donc décidé de se faire entendre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ESPAGNE

64 SIÈGES. 39,1 millions d'habitants, 31 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle de liste (liste bloquée). Vote et éligibilité à dix-huit ans pour tous les citoyens de l'Union européenne. Vote le 12 juin.



### La première défaite des socialistes

**MADRID**  
de notre correspondant

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en octobre 1982, le Parti socialiste a perdu des élections nationales. Et il les a perdues de façon retentissante puisqu'il est distancé de pratiquement 10 points par le principal parti d'opposition, le Parti populaire (PP, droite). Ce tournant dans la vie politique espagnole s'est produit seulement un an après la victoire du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) aux dernières élections générales où il avait néanmoins perdu la majorité absolue. Le revirement est significatif.

Devancé il y a un an d'un million de voix, le Parti populaire comptait lundi à l'aube, alors que le dépouillement touchait à sa fin, 1,7 million de suffrages d'avance. Ce chiffre illustre la sanction infligée au pouvoir par des électeurs qui ont été nombreux à se rendre aux urnes (59 % contre 45,4 % en 1989).

Cette défaite est une date historique car c'est la première fois que la droite l'emporte depuis la mort de Franco, le 20 novembre 1975. La défaite est aussi aggravée par un échec douloureux pour les socialistes en Andalousie où se sont déroulées, parallèlement aux européennes, des élections régionales. Non seulement le PSOE a perdu la majorité absolue dans ce qui est considéré comme son fief mais, selon des résultats partiels, il est talonné de près par le PP qui effectue une remarquable percée sur ces terres depuis toujours acquises à la gauche. Pour gouverner cette communauté autonome, les socialistes vont donc devoir s'associer, d'une façon ou d'une autre, aux représentants d'Izquierda Unida (IU, Gauche unie, cartel dominé par le Parti communiste), ce qui ne sera sans doute pas chose facile, compte tenu des difficultés économiques que traverse cette région.

En Andalousie comme dans toute l'Espagne, Izquierda Unida,

la formation de Julio Anguita, réalise une progression importante qui la place en position de force dirigeant que «le bipartisme a été rompu». La gauche unie multiplie par deux sa présence à Strasbourg (9 sièges au lieu de 4) ainsi qu'à l'assemblée de Séville. Elle bénéficie sans conteste de la désaffection des militants socialistes déçus par le PSOE. Felipe Gonzalez va devoir compter avec ce retour en force sur la scène politique d'une formation dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a guère d'atomes crochus avec son dirigeant.

La perspective d'un changement de majorité

Le président du gouvernement a accueilli sa première défaite électorale avec le sourire. «Nous savons gagner et perdre les élections, et la prochaine, nous allons la gagner», a assuré le secrétaire général du PSOE, estimant que ce revers était essentiellement dû à la crise économique et aux affaires de corruption qui ont causé un tort énorme au gouvernement et au parti au pouvoir. Felipe Gonzalez s'est montré satisfait que son parti ne soit pas descendu au-dessous de la barre des 30 %, assurant qu'il s'agissait «d'une bonne base pour la récupération» et que «le futur est celui du socialisme démocratique». La perte de 5 sièges de députés européens du PSOE (22 au lieu de 27) alors que le PP en gagne 13 (de 15 à 28) n'a pas l'air d'inquiéter outre-mesure le chef de l'exécutif. Il a toujours affirmé que l'enjeu de ce scrutin n'était pas national puisqu'une majorité avait été reconduite pour quatre ans au Parlement de Madrid l'an dernier. Apparemment, son seul souci est de «maintenir la stabilité et la gouvernabilité du pays et de continuer à travailler dès demain».

Pour cela, Felipe Gonzalez pourra vraisemblablement continuer de compter sur le soutien des nationalistes catalans. Comme à son habitude, Jordi Pujol, prési-

dent du gouvernement de Catalogne, ne l'a pas dit de façon expresse mais il s'est refusé à qualifier de «catastrophique» la défaite socialiste qui aurait pu l'amener à revoir son soutien, comme il l'avait annoncé. En outre, l'appui que lui ont renouvelé les électeurs lui donne un mandat clair pour défendre ses positions. Son parti, Convergence et Union (CIU), a en effet gagné du terrain et obtenu un siège supplémentaire au Parlement de Strasbourg (3 au lieu de 2). Malgré tout, Jordi Pujol ne dit pas qu'il voterait la motion de confiance au cas où Felipe Gonzalez serait contraint de la déposer pour satisfaire la poussée contestataire de la droite, mais qu'il «appuyerait une politique viable pour surmonter la crise».

Si ce scrutin «doit inévitablement entraîner des conséquences» pour reprendre l'expression de José Maria Aznar, président du PP, celles-ci seront sans doute limitées dans l'immédiat en dépit de la victoire confortable de ce parti dans treize des dix-sept communautés autonomes. José Maria Aznar a d'ailleurs eu le triomphe sérieux et responsable. Il n'a pas appelé à la dissolution du Parlement ni demandé le départ des socialistes. «On a gagné et on sait gagner avec générosité», a dit, serein, ce jeune dirigeant qui avait bien du mal à contenir l'enthousiasme de ses supporters massés devant le siège du parti pour fêter cet événement qui, aux yeux de tous, fait figure de prélude à la conquête du pouvoir.

En dehors de cette perspective de changement de majorité qui va désormais dominer la vie politique espagnole, le scrutin européen a vu la disparition des listes plus modestes comme le CDS (Centre des démocrates sociaux), qui perd ses cinq représentants, ainsi que Herri Batasuna, le mouvement politique proche de l'ETA, dont le seul siège disparaît.

MICHEL BOLE-RICHARD

LUXEMBOURG

6 SIÈGES. 400 000 habitants, 240 000 inscrits. Représentation proportionnelle avec panachage permettant à l'électeur de rayer des noms sur la liste et de les remplacer par les candidats d'une autre liste. Electeurs : les Luxembourgeois de dix-huit ans et les ressortissants de l'Union âgé d'au moins dix-huit ans (résidence de cinq ans dans le Grand-Duché dans les six dernières années). Vote obligatoire, le 12 juin.

### Succès des Verts

**LUXEMBOURG**  
correspondance

En obtenant leur premier siège au Parlement de Strasbourg, les écologistes luxembourgeois ont causé la surprise des élections européennes. Cette victoire semble être essentiellement due aux tractations menées récemment entre les gouvernements luxembourgeois et français au sujet de l'implantation d'une décharge de déchets nucléaires en provenance de la centrale nucléaire de Cattenom, dans l'est de la France.

Cette tractation a suscité un tollé au sein de la population luxembourgeoise, qui a ainsi manifesté son mécontentement essentiellement aux dépens des chrétiens-sociaux, au pouvoir, qui perdent un siège. Quant aux socialistes (PSL), eux aussi au pouvoir, et aux libéraux (DP), ils conservent respectivement deux et un siège. Les élections législatives, qui se sont déroulées simultanément, n'ont pas apporté autant de «changements», notamment si on les compare au



scrutin du 18 juin 1989. En effet, malgré les efforts des libéraux et des Verts, les résultats révèlent un maintien de la coalition entre socialistes et chrétiens-sociaux, en dépit de quelques effritements dans certaines circonscriptions, notamment au nord et au sud du pays. Ce gouvernement va donc pouvoir s'attaquer à la nouvelle législature en conservant une forte majorité, ce qui est une des caractéristiques essentielles de la vie politique luxembourgeoise.

NATHALIE MARTIN

À votre avis, quelle radio écouterait-il aujourd'hui ?

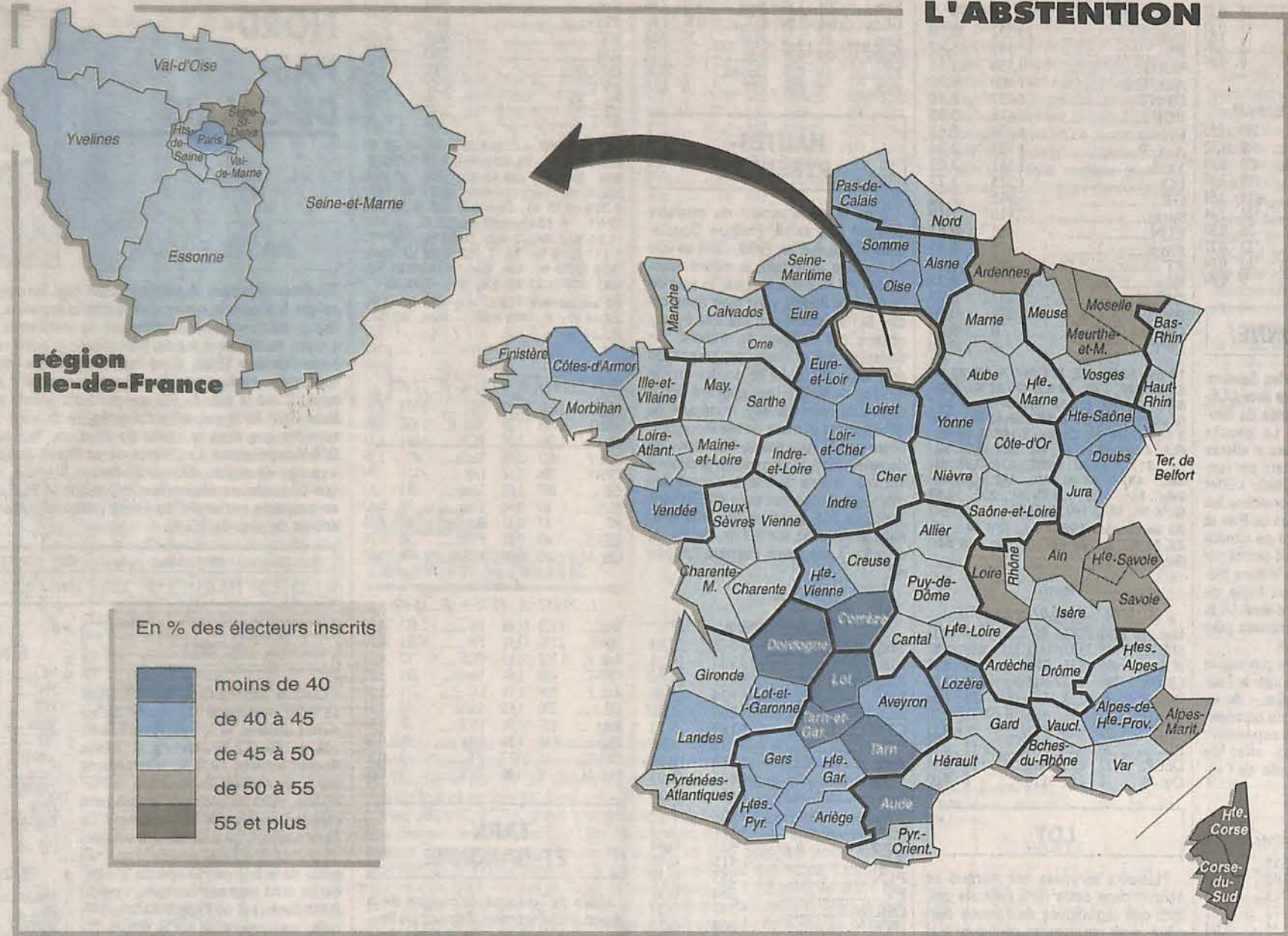
Hector Berlioz  
Compositeur français  
1803-1869.

RADIO CLASSIQUE  
FM

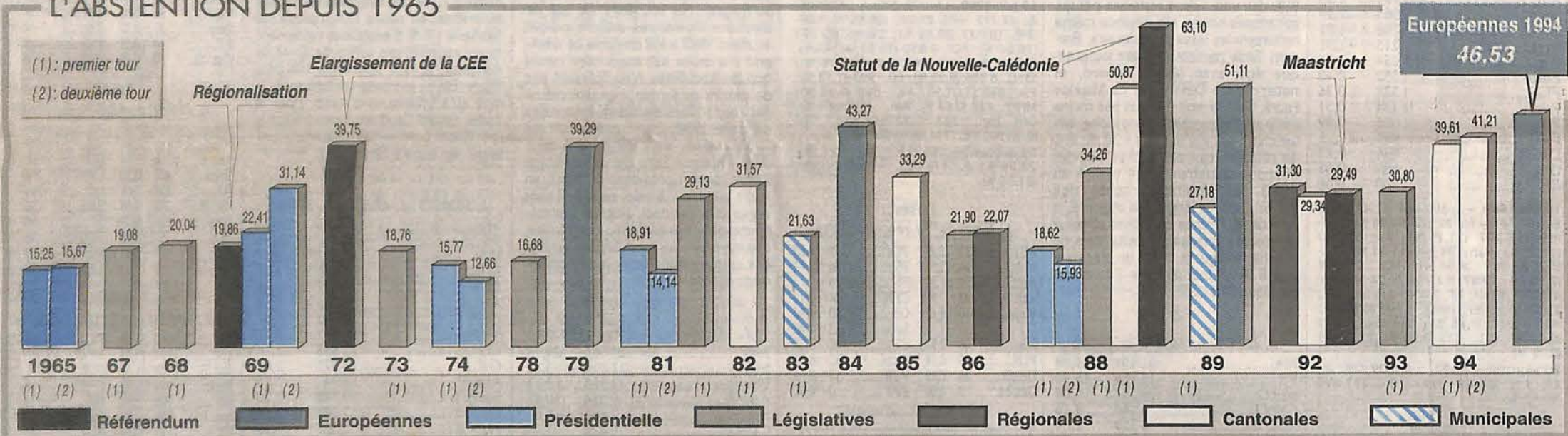
Radio Classique. La fréquence de la musique classique.

# LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

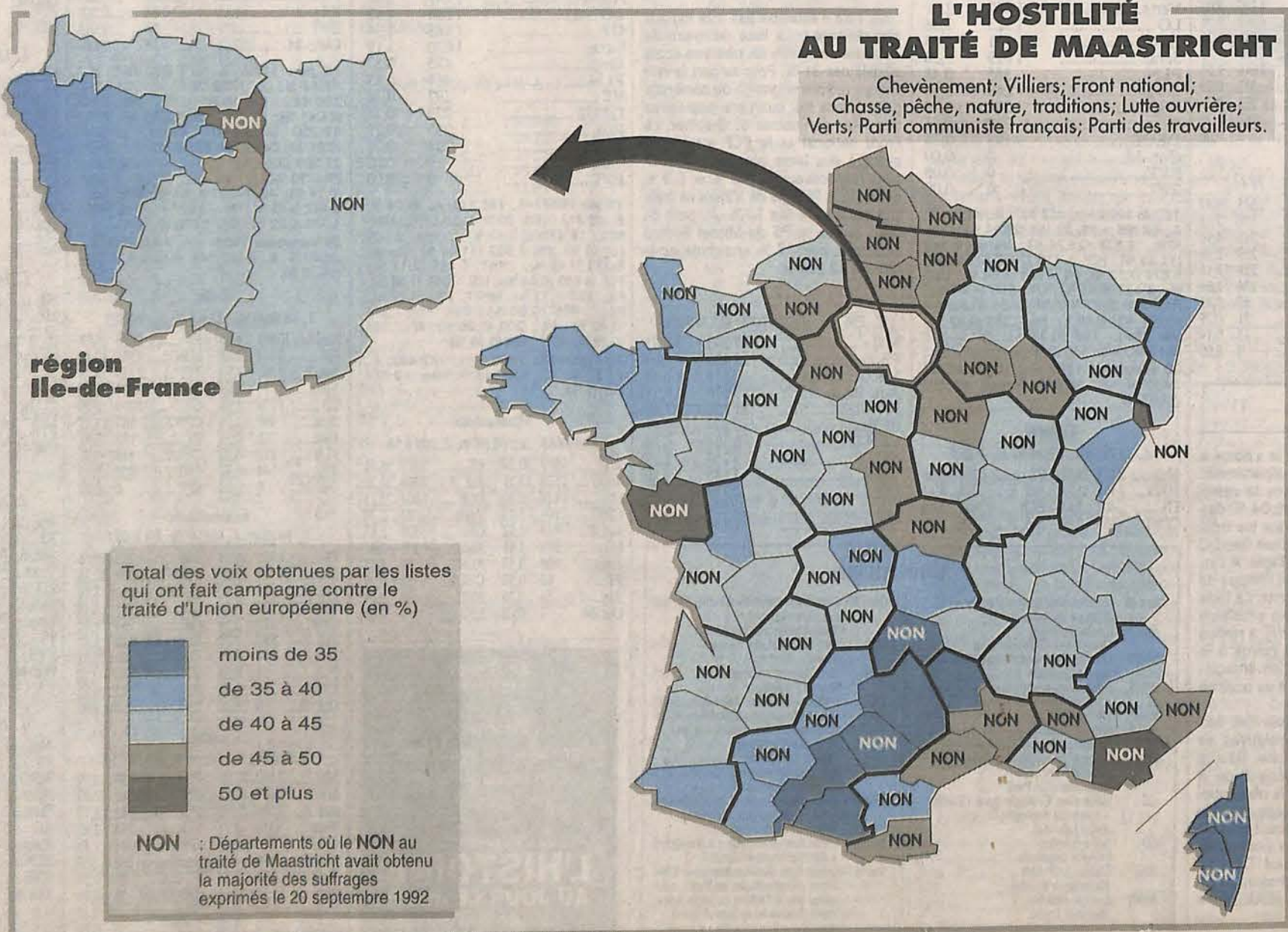
## L'ABSTENTION



## L'ABSTENTION DEPUIS 1965



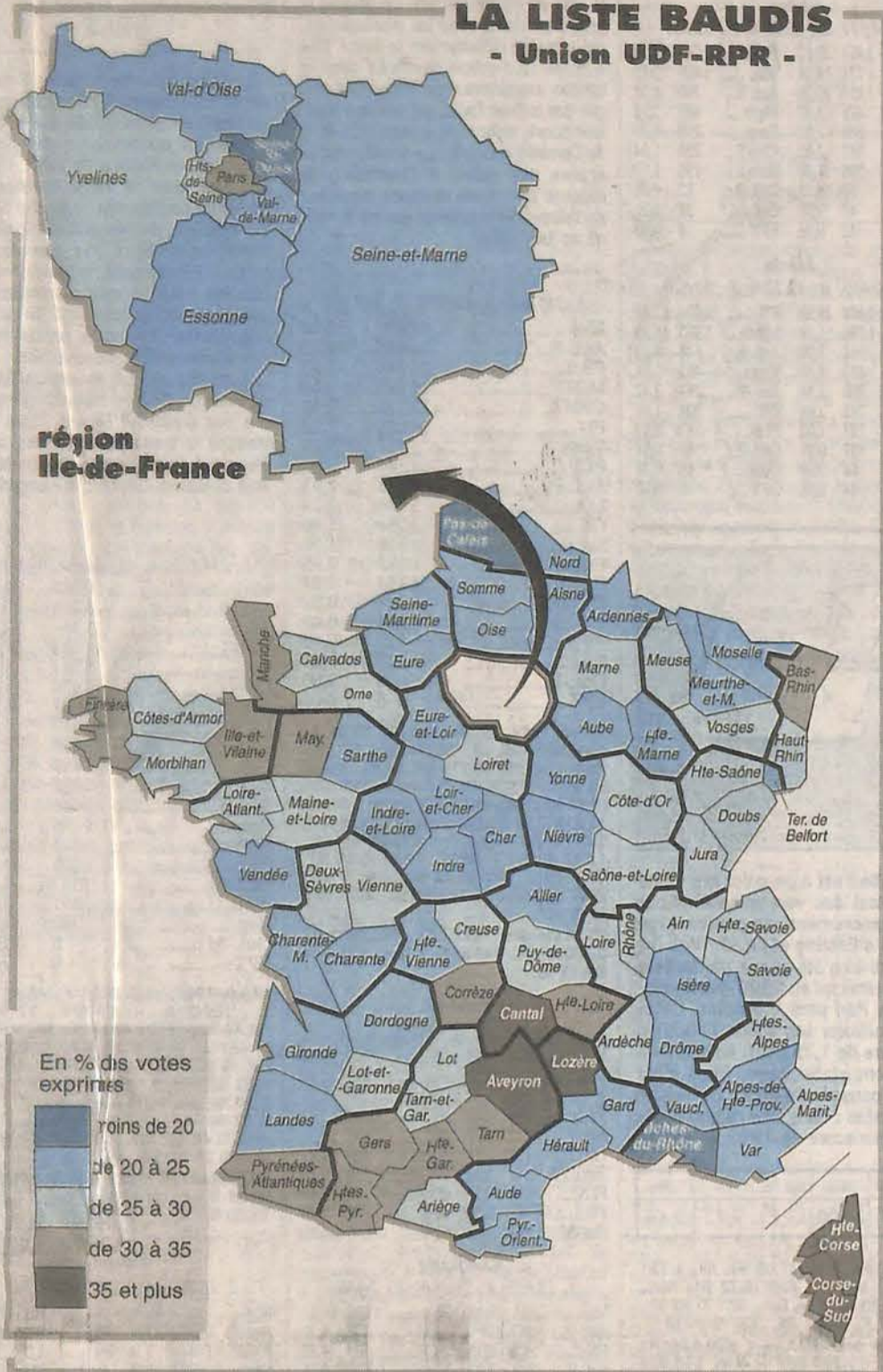
## L'HOSTILITÉ AU TRAITÉ DE MAASTRICHT



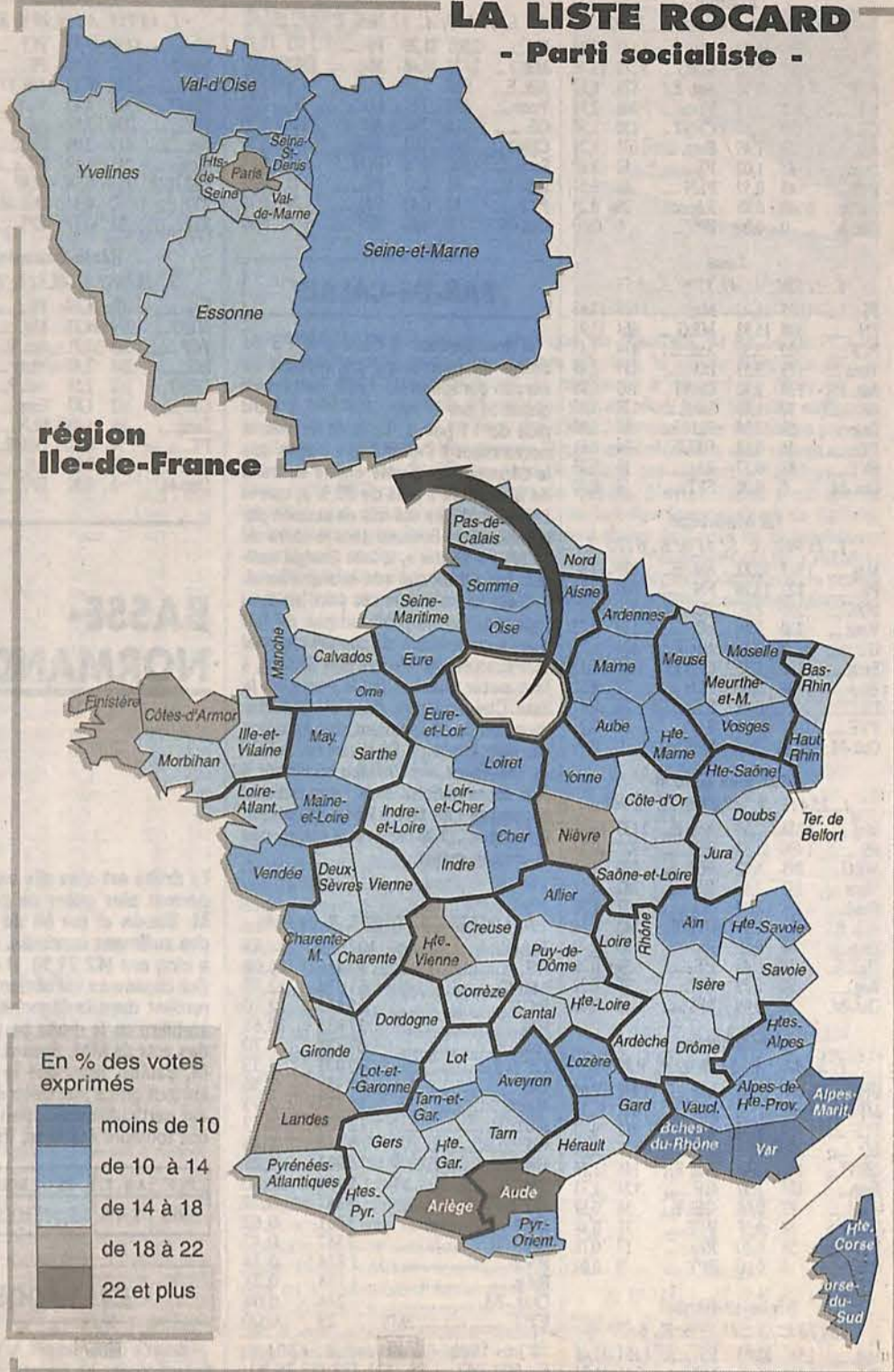


LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

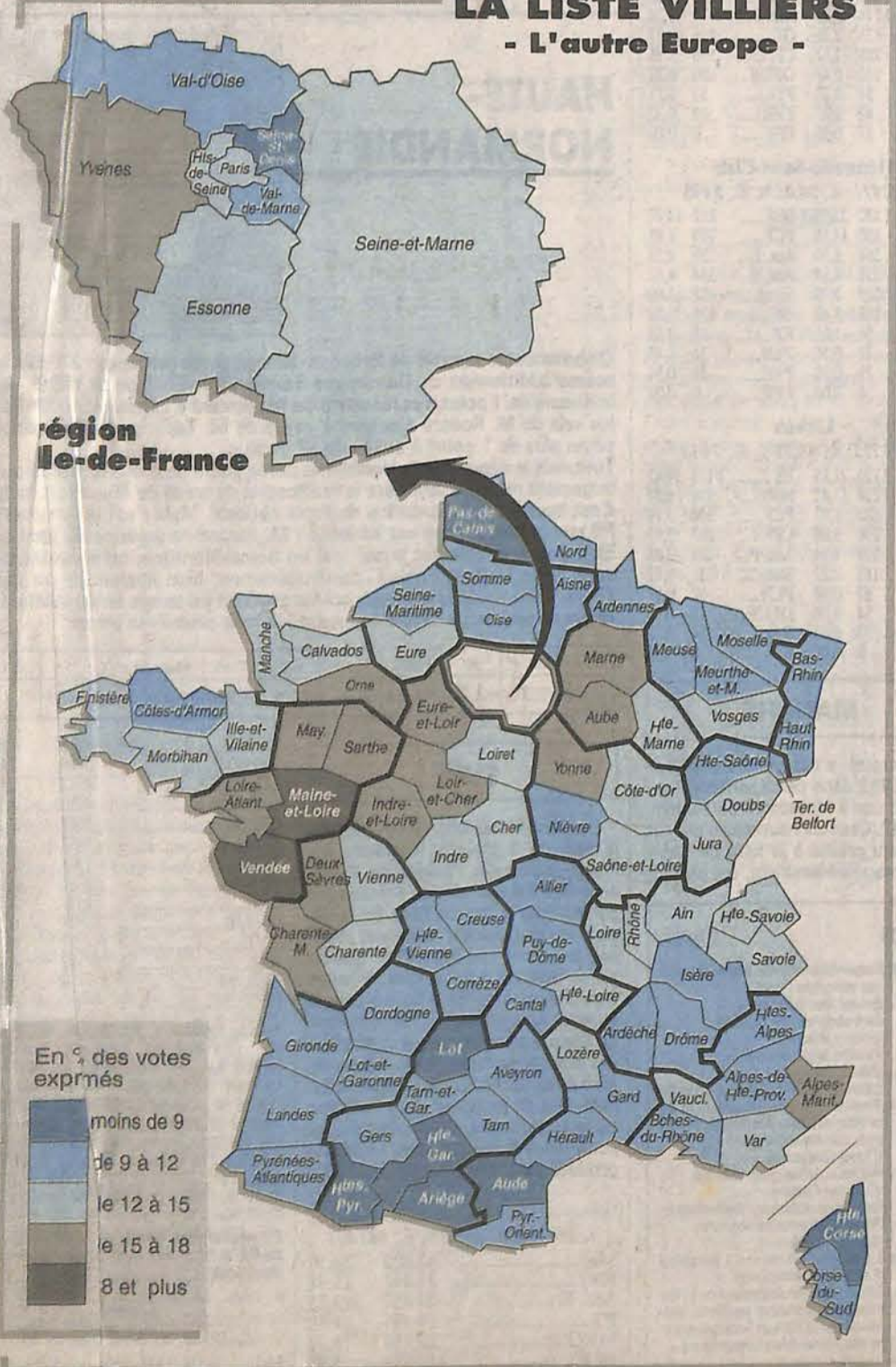
**LA LISTE BAUDIS**  
- Union UDF-RPR -



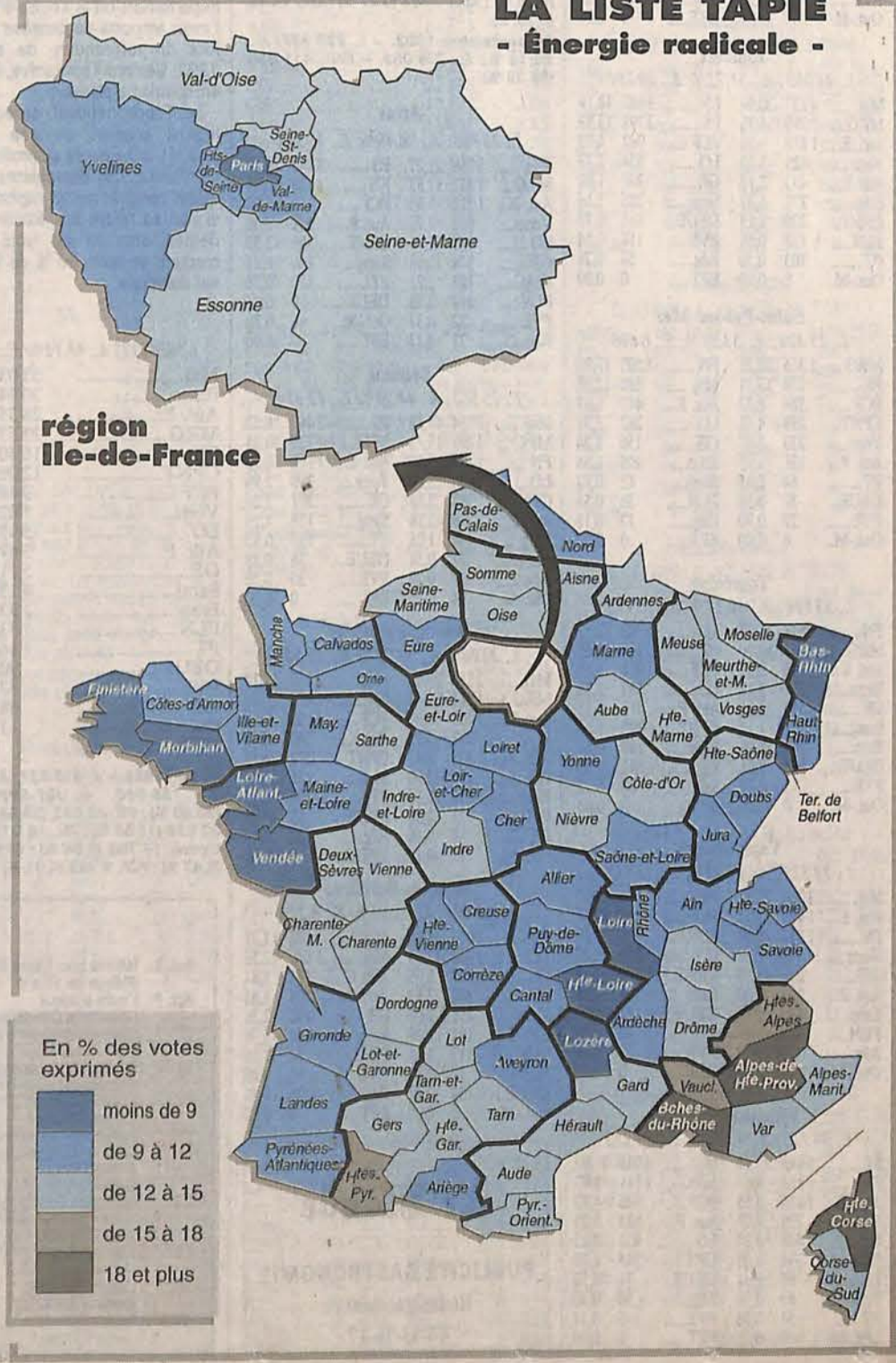
**LA LISTE ROCARD**  
- Parti socialiste -



**LA LISTE VILLIERS**  
- L'autre Europe -



**LA LISTE TAPIE**  
- Énergie radicale -



LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

**PAYS-BAS**

**31 SIÈGES.** 15,3 millions d'habitants, 11,7 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national. Il y a dix-neuf circonscriptions administratives mais les voix sont comptabilisées au niveau national. Un choix préférentiel est possible sur les listes. Electeurs et éligibilité : tout citoyen de l'Union âgé de dix-huit ans. Vote le 9 juin.



**La très faible participation a profité aux chrétiens-démocrates**

**LA HAYE**

de notre correspondant

Il est des paroles que l'on regrette. L'appel lancé par Ruud Lubbers, ministre-président du gouvernement sortant, à l'avant-veille de la consultation européenne qui s'est tenue le jeudi 9 juin aux Pays-Bas, entre sans conteste dans cette catégorie. Candidat à la succession de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, M. Lubbers avait demandé à ses compatriotes de le soutenir en se rendant en nombre aux urnes. Ruud Lubbers tenait alors le raisonnement suivant : « Un candidat est plus convaincant lorsqu'il émane d'un pays qui vote en masse pour l'Europe. » Las ! malgré un clair soutien de la classe politique dans son ensemble et une exaspération évidente des médias face à l'accord passé entre Français et Allemands sur le choix du premier ministre belge Jean-Luc Dehaene pour succéder à M. Delors, les Néerlandais n'ont été que 35,6 % à se rendre aux urnes (le Monde du 11 juin).

Fatigue électorale (trois élections en trois mois), absence de test national, contrairement à la France ou à l'Angleterre, perte de confiance dans des solutions européennes aux problèmes économi-

ques : ces éléments ont sans doute été déterminants dans le peu d'entrain des Néerlandais. Mais certains de ces nouveaux déçus de l'Europe ont sans doute été sensibles aux chroniques récemment parues dans la presse qui, faisant allusion à la succession de M. Delors, exprimaient en substance cet avis : « A quoi bon soutenir une Europe qui permet, in fine, au couple franco-allemand de régler ses affaires, sans tenir compte de l'avis des autres Etats-membres ? »

**Déroute de l'extrême droite**

Pourtant, un sondage réalisé à la fin mai indiquait que 62 % des Néerlandais avaient l'intention de voter. Entre-temps, la presse nationale a accordé une large place à l'accord entre MM. Kohl et Mitterrand sur le nom du successeur de Jacques Delors. Les électeurs néerlandais se sont-ils souvenus d'une précédente rebuffade, lorsque la France et la Grande-Bretagne s'entendaient, il y a quelques années, pour confier la BERD à Jacques Attali au détriment de leur candidat ? En tout cas, nombreux sont les Néerlandais qui ont finalement jugé peu utile de se rendre aux urnes.

**ALAIN FRANCO**

**BELGIQUE**

**25 SIÈGES.** 10 millions d'habitants ; 7,8 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle avec système dit des « voix de préférence » permettant aux électeurs de modifier l'ordre des élus dans les listes établies par les partis. Il existe quatre circonscriptions électorales (régions wallonne, flamande, bruxelloise et germanophone) et trois collèges électoraux : 14 députés sont élus par le collège électoral néerlandais (Flandre + Bruxelles), 10 par le collège électoral français (Wallonie + Bruxelles), et 1 par le collège germanophone. Vote obligatoire le 12 juin pour les électeurs âgés d'au moins dix-huit ans (tout citoyen de l'Union européenne peut voter dès lors qu'il dispose de ce droit dans son pays). Eligibilité : tout citoyen des pays membres de l'Union européenne âgé de vingt et un ans.



**Une progression sans précédent du Front national**

**BRUXELLES**

de notre correspondant

Poussée de l'extrême droite et bonne performance des libéraux chez les francophones ; absence de progrès significatifs chez les libéraux néerlandophones, qui entendaient pourtant faire de ce scrutin un test national en défiant la coalition au pouvoir des socialiste et social-chrétienne : tels étaient les principaux enseignements que l'on pouvait tirer des premiers résultats des élections européennes aux premières heures du lundi 13 juin. La comptabilité est, en effet, toujours particulièrement difficile à établir dans un pays partagé entre trois collèges électoraux : néerlandophone, francophone et germanophone.

Le premier élu connu a été le social-chrétien Mathieu Grosch, choisi par les Belges germanophones de la région d'Eupen, qui, pour la première fois, ont droit à un représentant spécifique au Parlement européen. Chez les francophones, il y avait une certitude : la progression des libéraux (PRL) qui - formant une liste commune avec le Front démocratique des francophones (FDF), surtout implanté à Bruxelles - pouvaient espérer voir leurs élus passer de deux à trois. Ainsi semblait gagné le pari de Jean Gol, président du PRL, qui

entendait imposer son parti comme le deuxième en Wallonie et à Bruxelles, après les socialistes mais avant les sociaux-chrétiens.

Toutefois, le mécontentement à l'égard du gouvernement se traduit surtout par la progression sans précédent du Front national (FN) qui, avec plus de 7 % des voix dans le collège francophone, semblait en mesure d'emporter un des vingt-cinq sièges (un pour les francophones, dix pour les germanophones, quatorze pour les néerlandophones) attribués à la Belgique au Parlement européen.

**Les écologistes en recul**

Ce score est d'autant plus significatif que le FN, évidemment hostile à l'Europe de Maastricht, a un concurrent : AGIR (Avant-garde d'initiative régionaliste), plus « wallingant » comme son nom l'indique, qui approchait les 3 % des voix dans les derniers comptages de dimanche, ce qui ferait un total de 10 % pour l'extrême-droite francophone. Les écologistes, en recul, n'ont pas profité du discrédit dans lequel diverses « affaires » ont jeté le PS, qui perd beaucoup de voix mais demeure la première formation francophone.

Selon des résultats portant sur les deux tiers des bureaux de vote, le

Vlaams Blok, extrême-droite flamande, ne progressait guère par rapport aux législatives de 1991 mais améliorerait sensiblement son score par rapport aux européennes de 1989, ce qui semblait assurer d'un deuxième siège au Parlement européen.

A Bruxelles, ville officiellement bilingue, les électeurs ont le choix entre les listes francophones et néerlandophones. Le Vlaams Blok avait fait une campagne active dans la capitale, y compris avec des tracts en français dénonçant l'insécurité et l'immigration. Selon des chiffres définitifs, il obtient 4,4 % des voix dans la capitale, et le FN 11,5 %.

Les libéraux flamands semblaient en mesure de passer de deux à trois sièges. En voix, cela ne se traduit pas par le score retentissant qu'ils attendaient. Les partis marginaux, tel celui des personnes âgées ou des unitaristes « belgicains », momentanément stimulés par l'élan national autour de la mémoire du roi Baudouin, ont fait des scores très modestes. La coalition ne sort pas véritablement ébranlée du scrutin, mais l'opposition libérale pourra lui reprocher de faire le lit de l'extrême droite en ne prenant pas en compte certaines préoccupations de la population.

**JEAN DE LA GUÉRIÈRE**

**PORTUGAL**

**25 SIÈGES.** 9,3 millions d'habitants, 8,5 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle nationale. Electeurs et éligibilité, tout citoyen de l'Union âgé de dix-huit ans. On vote le 12 juin.



**Les socialistes l'emportent de peu sur les centristes du premier ministre Anibal Cavaco Silva**

**LISBONNE**

de notre correspondant

Le Parti socialiste portugais a remporté une courte victoire sur le Parti social-démocrate (PSD-libéral) du premier ministre Anibal Cavaco Silva lors d'élections européennes marquées par la plus forte abstention jamais enregistrée au Portugal (64,4 %).

Selon les résultats officiels provisoires, les socialistes, avec 34,7 % des voix, ont assuré l'élection de 10 députés au Parlement européen (sur les vingt-cinq impartis au Portugal) soit 2 députés de plus que lors des élections de 1989. Le PSD, avec 34,3 %, maintient son nombre de députés (9) et les deux autres grands partis, le CDS-Parti populaire (chrétiens de droite), avec 12,5 % des voix, et la coalition des Communistes et des Verts (CDU), avec 11,2 %, élisent 3 députés chacun. Le CDS maintient son nombre de députés et la CDU en perd un.

Le secrétaire général du PS, Antonio Guterres, s'est félicité de cette « savoureuse victoire » malgré le mince écart (12 000 voix) qui sépare les deux grands partis. Et il n'a pas raté l'occasion de tenir un discours de premier ministre et de se présenter comme le chef de l'opposition pour la nouvelle échéance des législatives d'octobre 1995. « Une seule voix suffit pour bâtir une victoire », avait-il répété pendant la vigoureuse campagne qu'il a menée pour soutenir Antonio Vitorino, la tête de liste du parti. « Cette victoire a brisé le mythe

de l'invincibilité du PSD dans des scrutins nationaux » a affirmé Antonio Guterres avant de préconiser la formation d'une « nouvelle majorité » lors de la tenue, cette année, des « états généraux ouverts à la société civile ». « Il ne suffit pas de changer de gouvernement, a-t-il ajouté, il nous faut une meilleure démocratie, plus transparente, pour combattre le clientélisme et la corruption. »

L'abstention, enregistrée dans l'électorat urbain et jeune, a pourtant pénalisé d'abord le Parti socialiste, puisque le PSD est surtout puissant dans les campagnes et chez les gens plus âgés. Par ailleurs, cette abstention a été particulièrement élevée dans le « grand Lisbonne », où le PS est traditionnellement bien implanté.

**« Des nuances nationalistes »**

Le premier ministre, Anibal Cavaco Silva, président du PSD, qui, contrairement à son intention initiale de ne pas participer activement à la campagne, s'était très vivement engagé dans les meetings des derniers jours, s'est déclaré « satisfait » des résultats. « Notre objectif était de ne pas descendre en voix par rapport aux élections de 1989. Le PSD a monté et il a pratiquement le même nombre de voix que le PS », s'est-il borné à déclarer.

Le président du CDS-Parti populaire (chrétiens de droite) Manuel Monteiro, a, lui, gagné son pari. Se présentant comme le véritable trublion de la campagne, il a obligé les autres

grands partis à introduire certaines nuances nationalistes dans leur discours. En « rupture démocratique » avec le fédéralisme européen d'un parti, qui se voulait centriste et qui sous sa houlette n'a plus honte de se dire de droite, Manuel Monteiro, trente-deux ans, obtient 12,5 % des voix et garde le même nombre de députés qu'en 1989. « Le pourcentage obtenu témoigne de cette volonté collective de défendre la souveraineté nationale et la production portugaise, ainsi que l'identité nationale. Je veux que mon parti fasse changer le Portugal », déclarait, euphorique, Manuel Monteiro dès les premiers résultats connus.

Le Parti communiste, en coalition avec les Verts (CDU), reste à 11,2 % et n'arrive pas à élire son quatrième député. L'abstention semble être une des causes principales de cette mauvaise performance des communistes. L'exode vers les villes et vers l'étranger des jeunes de la province d'Alentejo, longtemps le fief du Parti communiste, semble également avoir contribué à cette baisse et les raisons plus profondes de ce changement doivent inquiéter le secrétaire général des communistes, Carlos Carvalhas, qui, depuis décembre 1992, a la lourde tâche de remplacer le leader historique Alvaro Cunhal et de restructurer un parti qui reste sans doute le plus « stalinien » d'Europe.

**ALEXANDRE FLUCHER-MONTEIRO**

**GRÈCE**

**25 SIÈGES.** 10,3 millions d'habitants, 8,5 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national avec un seuil à 3 % des voix. L'électeur (dix-huit ans au moins) vote pour une seule liste, sans possibilité de panachage ou de vote préférentiel. Eligibilité pour les citoyens de l'Union âgés de vingt et un ans. Vote obligatoire le 12 juin.



**Frileuse victoire des socialistes et désarroi des conservateurs**

**ATHÈNES**

de notre correspondant

Si le PASOK (mouvement socialiste panhellénique) d'Andreas Papandréou a remporté les élections européennes de dimanche, il n'en a pas moins perdu près de 10 points par rapport aux élections générales d'octobre dernier, où il avait triomphé avec 46,9 % des voix.

Son principal adversaire, le parti conservateur de la Nouvelle Démocratie, ne s'en sort pas mieux, avec un score qui est le plus mauvais pour lui depuis plus de dix ans. Il perd, en effet, quelque 6 % des voix, après avoir échoué lors des élections générales de l'automne. Un coup dur pour son nouveau chef, Miltiade Evert, qui avait misé sur ces élections pour tenter d'asseoir une autorité qu'il a du mal à instaurer après le départ de Constantin Mitsotakis.

**Poussée de l'extrême gauche**

Le grand gagnant du scrutin est sans doute Antonis Samaras, leader du « Printemps politique » (Pola), un parti nationaliste qu'il avait fondé il y a à peine un an après avoir quitté la Nouvelle Démocratie, qu'il jugeait trop timide sur la question macédo-nienne. Le Pola avait provoqué les élections d'octobre, où il avait obtenu 4,9 % des voix. Il en a obtenu 8,5 % dimanche, affirmant ainsi sa percée sur le plan national. Pour M. Samaras, « une page est tournée » et le scrutin « a

marqué la fin du bipolarisme » du PASOK et de la Nouvelle Démocratie.

Les partis d'extrême gauche ont également profité des élections de dimanche. Le Parti communiste (KKE), crédité de quelque 6 %, est en augmentation de 1,5 % par rapport au dernier scrutin national, tandis que la Coalition de gauche, influente dans l'intelligentsia, obtient environ 6 % des voix contre 2,9 % en octobre dernier. Elle sera présente à Strasbourg avec deux députés, tout comme le KKE et le Pola. Dix députés représenteront le PASOK et neuf la Nouvelle Démocratie.

M. Papandréou a expliqué le recul de son parti par la nature du scrutin « européen et non national ». Il a souligné que son parti était « une fois encore » le premier parti du pays et qu'il poursuivra « avec plus d'allant l'application de son programme pour répondre aux exigences du peuple et à l'acuité des problèmes ».

La situation est beaucoup plus difficile pour M. Evert, qui comptait sur ces élections pour amorcer le retour de la Nouvelle Démocratie. Dimanche soir, le climat était glacial au siège du principal parti d'opposition. Plusieurs députés marquaient leur désappointement, sans attendre mercredi, où seront analysés les résultats définitifs des élections. Lundi matin, le leader de la Nouvelle Démocratie ne pouvait que déclarer que son parti « sera fin prêt à assumer le pouvoir dans six ou sept mois », c'est-à-dire en autonomie, lorsque se dérouleront les élections municipales. Celles-ci précéderont l'élection, par le Parlement, du président de la République au printemps 1995. Ici comme ailleurs, les européennes de dimanche auront ainsi permis aux principales formations politiques de mesurer leur audience avant ces nouvelles échéances.

**DIDIER KUNZ**

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

**Le Monde INITIATIVES**

**A nos lecteurs**

Nous publierons, dans le numéro du Monde daté 15 juin, les résultats complets du scrutin dans les pays européens.

# L'Autriche s'est prononcée massivement pour son entrée dans l'Union européenne

L'Autriche sera membre de l'Union européenne à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Les électeurs ont en effet ratifié à plus de 66 % le traité d'adhésion lors du référendum du dimanche 12 juin.

VIENNE

de notre correspondante

Le drapeau européen a été hissé dimanche soir, à côté des couleurs autrichiennes, devant la chancellerie à Vienne. C'est par un « oui » massif (66,39 %) que les Autrichiens ont en effet choisi, le même jour, d'entrer dans l'Union, 33,61 % s'étant prononcés contre, le taux de participation ayant été de 81,2 %.

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a été le premier à exprimer ses félicitations à son homologue Alois Mock, suivi par le chancelier allemand Helmut Kohl. Comme le soulignait le chancelier Franz Vranitzky, le vote de l'Autriche est en effet un « signal positif » pour les référendums qui doivent avoir lieu à l'automne en Suède, en Finlande et en Norvège.

On percevait dimanche soir à Vienne, outre le soulagement et la satisfaction, le sentiment que l'Autriche avait dit « oui » à l'Union européenne à un moment critique de l'histoire de cette dernière, que ce vote était « historique » non seulement pour le pays, mais aussi pour ses voisins. Les Autrichiens ont montré qu'ils sont prêts « à participer comme partenaires à part entière à la construction de l'Europe », a déclaré le chef de la diplomatie, Alois Mock, qui avait négocié l'accord avec Bruxelles début mars et qui voit consacré son très grand engagement personnel en faveur de l'adhésion.

## Un appel à la mobilisation entendu

Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, a « salué », dans une interview à la télévision, comme « un grand encouragement pour l'Europe » les résultats du référendum. L'Autriche, de par sa situation, « est hautement sensibilisée » à ce qui se passe dans les pays d'Europe centrale, ce qui lui réserve un rôle de choix dans les

relations de l'Union européenne avec ces pays qui aspirent tous à l'adhésion, selon M. Delors.

Le chancelier social-démocrate Franz Vranitzky a admis qu'il s'était attendu à un résultat plus serré et s'est félicité de la très grande clarté du vote de dimanche : le « oui » l'a en effet emporté dans toutes les circonscriptions. Par ce vote, a estimé M. Vranitzky, les Autrichiens ont rejeté massivement les appels à l'isolement et ont su saisir une chance qui leur était offerte.

Les dirigeants politiques du pays se sont montrés sans exception très surpris du « oui » massif admettant qu'ils s'attendaient à une avance plus modeste des pro-européens. Les 38 % d'indécis répertés par les sondages à quelques jours seulement du vote se sont donc ralliés majoritairement au camp des partisans de l'Europe.

L'appel à la mobilisation électorale des dirigeants gouvernementaux sociaux-démocrates et conservateurs, des syndicats, du patronat, des associations agricoles et de plusieurs dignitaires des Eglises - dont le très populaire cardinal Franz Koenig,

archevêque à la retraite de Vienne - a été entendu et a joué en faveur du « oui ». La vibrante démonstration du consensus gouvernemental et l'engagement personnel du chancelier Franz Vranitzky, de son ministre des Affaires étrangères, Alois Mock, et du président de la République, Thomas Klestil, les trois hommes politiques les plus populaires, a convaincu du bien-fondé des arguments en faveur de l'adhésion, notamment celui d'une sécurité renforcée, d'une croissance économique mieux garantie étant donné que l'économie autrichienne est déjà « intégrée » à 80 % à l'Europe, et de la participation aux décisions européennes.

## La défaite de Jörg Haider

Les neuf Länder ont voté pour l'adhésion. En tête, avec 74,59 %, vient le Burgenland, classé région défavorisée dans l'accord avec Bruxelles et qui pourra donc compter sur des aides régionales européennes. C'est au Tyrol, où les écologistes ont plaidé massivement pour le « non » à cause du transit

roucier dans les vallées alpines, que le « oui » a été le plus faible avec 54,42 %.

La victoire du « oui » est une défaite personnelle du leader du parti libéral de droite nationaliste (FPÖ), Joerg Haider, plutôt que de son parti, qui était profondément divisé entre adversaires et partisans de l'adhésion. M. Haider, qui avait appelé les électeurs à administrer un camouflet aux partis au pouvoir et qui a joué sur la fibre anti-européenne d'une partie de ses concitoyens en tirant aux boulets rouges sur les « eurocrates » de Bruxelles a eu la mauvaise surprise de voir le « oui » l'emporter avec 68 % dans son fief de Carinthie.

Pour les écologistes, également divisés mais dont le noyau dur comptait beaucoup sur les résistances tyroliennes contre l'invasion de camions européens, de produits agricoles et de touristes européens dans les vallées alpines, la déception est d'autant plus grande que la majorité des villages tyroliens situés à proximité des grandes axes de transit ont eux aussi voté clairement pour l'Europe. Les paysans sont cependant restés hostiles à l'adhésion et ont voté « non » à 74 %, selon les sondages effectués le soir du vote.

Il a été beaucoup question, dans la campagne, des avantages et inconvénients matériels de l'adhésion. Les partisans du « non » ont eu recours à un ton démagogique, à l'évocation de scénarios apocalyptiques, qui tout compte fait ont joué en leur défaveur. Les Autrichiens ne voulaient apparemment pas croire, comme le prétendait l'ancien ministre socialiste de l'intérieur Erwin Lanc, que leurs dirigeants politiques cherchaient un nouvel « Anschluss » avec l'Allemagne, et voulaient faire de l'Autriche l'« Ostmark » de l'Union européenne, du nom donné au pays par les nazis après son rattachement au III<sup>e</sup> Reich en 1938. Ils n'ont pas voulu croire qu'en plaçant pour l'adhésion on se faisait coupable de « trahison » envers l'identité autrichienne.

Le vibrant plaidoyer du chef de la diplomatie autrichienne, Alois Mock, pour l'Europe à l'occasion de son soixantième anniversaire, il y a deux jours, qui mettait en garde ses concitoyens contre le danger de devenir « des Européens de seconde catégorie » s'ils votaient « non », ses interventions à la télévision depuis son lit d'hôpital où il était immobilisé pendant plus d'une semaine, ont

touché. Ils ont fait prendre conscience de l'enjeu de ce vote « vital » pour le pays.

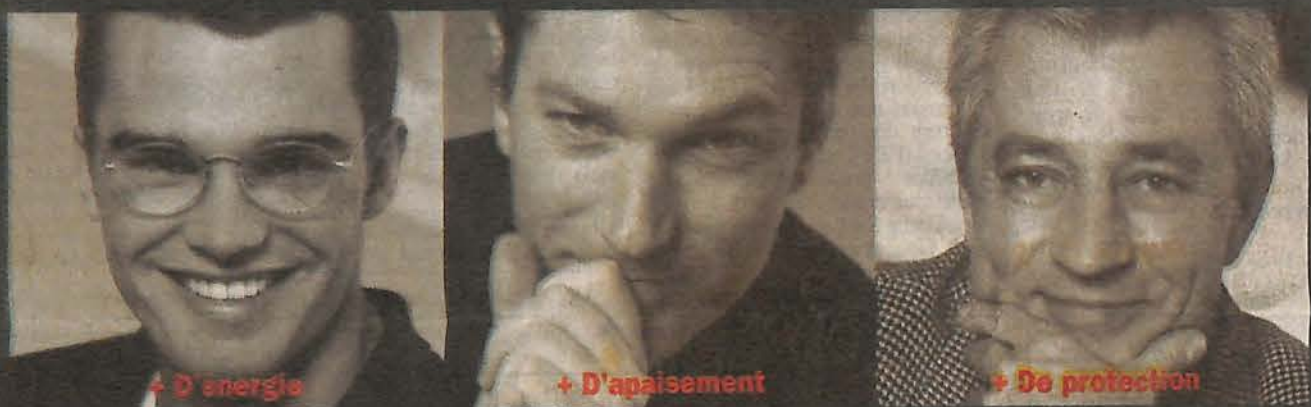
Les partisans de l'adhésion ont aussi marqué des points en évoquant la position géographique précaire de l'Autriche, à proximité d'une zone de grande instabilité politique à l'Est, et la dévaluation de la neutralité après la disparition des deux blocs militaires antagonistes. Il a fallu cependant pour que le « oui » garde ses chances dans ce pays qui reste malgré tout attaché à sa neutralité, que Bruxelles accepte de l'accueillir avec ce statut de neutralité en attendant la mise au point d'un système de sécurité et de défense commune. L'Autriche n'en a pas moins souscrit sans réserve aux objectifs de politique commune dans ce domaine énoncés par le traité de Maastricht. Cette ambiguïté fera, à l'avenir, sans aucun doute, l'objet de controverses sur le plan national et, selon toute vraisemblance sur le plan international aussi.

## « Librement et sans pressions »

Pour la majorité des commentateurs, le « oui » massif à l'Union européenne confirme la continuité de la politique européenne de l'Autriche depuis son adhésion au plan Marshall en 1948, la signature du traité d'Etat en 1955 - qui l'a fait échapper définitivement à la sphère d'influence communiste -, son adhésion aux institutions européennes et son association à la CEE en 1972. Les négociations sur sa participation à la CEE entamées en 1963 ont échoué en 1967 essentiellement grâce au veto soviétique. Moscou y voyait une violation du traité d'Etat de 1955 et de la neutralité de l'Autriche.

Le chancelier Vranitzky a rappelé dimanche que les dirigeants du Kremlin lui avaient encore fait savoir, en 1988 à l'occasion d'une visite à Moscou, qu'ils n'accepteraient pas l'adhésion de l'Autriche à la CEE. Et il a ajouté qu'avec le référendum, c'était en fait la première fois depuis la guerre que l'Autriche prenait « librement et sans pressions de l'extérieur » une décision qui engage à ce point son avenir.

WALTRAUD BARYLI

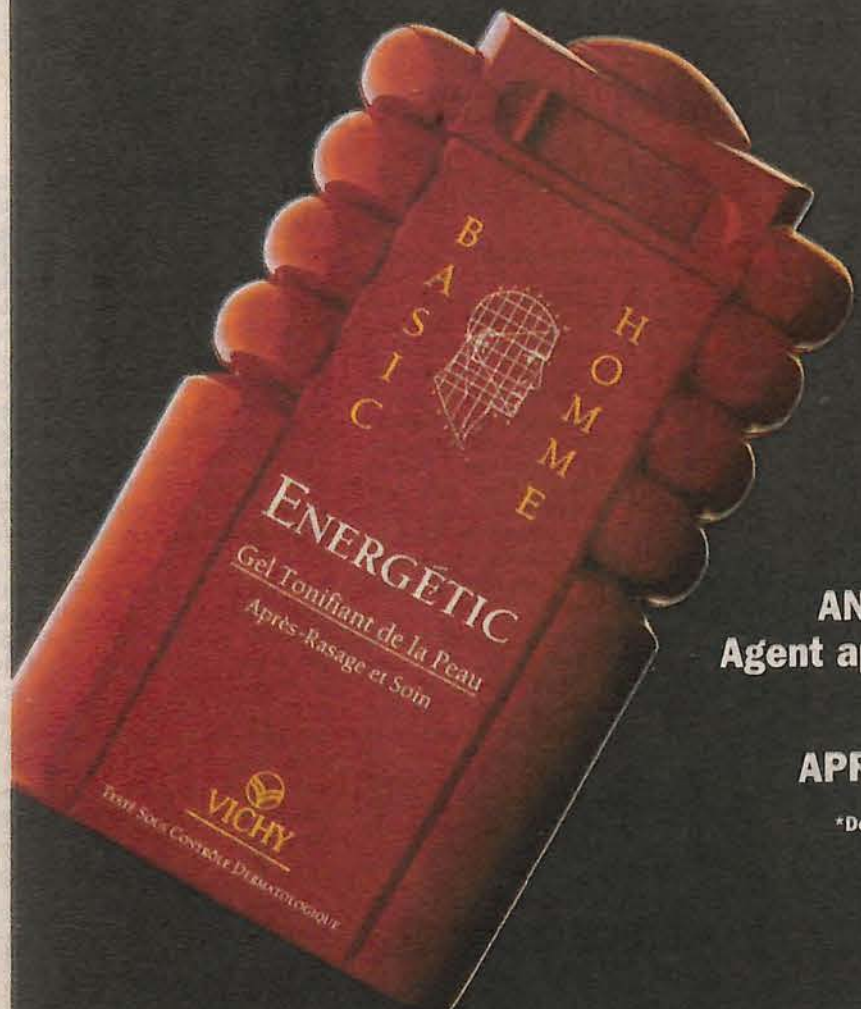


+ D'énergie

+ D'apaisement

+ De protection

**POUR UN APAISEMENT IMMEDIAT APRES LE RASAGE, CONSULTEZ VOTRE PHARMACIEN.**



**ANTI-FEU DU RASOIR... Agent apaisant, agent hydratant\*.**

**ENERGETIC APRES-RASAGE ET SOIN.**

\*Des couches supérieures de l'épiderme.

**BASIC HOMME VICHY LABORATOIRES**

## Alois Mock, un patriote européen

VIENNE

de notre correspondante

Alois Mock, qui a fêté ses 60 ans le 10 juin, est comblé de bonheur par le « oui » des Autrichiens à l'Union européenne. Dans une interview de son lit d'hôpital, où il a été opéré pour une hernie discale, celui que ses concitoyens ont surnommé « M. Europe », a confié qu'il s'agissait là du plus beau cadeau d'anniversaire qu'il ait pu recevoir.

Ministre des affaires étrangères depuis 1986, Alois Mock est le véritable architecte du consensus, au sein du gouvernement de coalition à majorité social-démocrate, sur la candidature de Vienne à l'Union européenne en 1989. Depuis sa nomination à la tête de la diplomatie autrichienne, Alois Mock a effectué un incroyable « euro-marathon » : d'abord dans les capitales européennes, pour combattre les hésitations des Douze face à l'élargissement de la Communauté, puis dans son propre pays pour convaincre les nombreux adversaires de l'intégration européenne. 64 % des Autrichiens qui étaient indécis à la veille du référendum ont d'ailleurs indiqué que les prises de position de M. Mock avaient été déterminantes pour eux. Son principal argument les a sans doute piqués au vif en raison de la proximité de la guerre dans l'ex-Yougoslavie voisine : « La recrudescence des nationalismes n'est pas à exclure en Europe, et une mauvaise politique peut faire ressortir du placard de l'histoire les vieux démons du passé. »

Il est vrai que la jeunesse d'Alois Mock, né en 1934 à Euratsfeld (Basse-Autriche) dans une famille de petits paysans et artisans, a été marquée par les guerres ; civile d'abord dans l'Autriche des années 30 et mondiale ensuite. Ministre de l'éducation à 34 ans, Alois Mock s'est consacré au travail politique au sein du parti conservateur (OeVP) à partir de 1970. Elu à sa présidence en 1979, il réussit en 1983 à briser la majorité absolue détenue par les socialistes depuis treize ans, provoquant ainsi la démission du chancelier Kreisky. En 1986, Alois Mock devient vice-chancelier d'une coalition avec les sociaux-démocrates, mais perd l'appui de son parti et démissionne en 1990 de sa présidence.

« Inventeur » de la candidature de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, à la présidence de la République en 1986, il a vécu avec « l'affaire Waldheim » une des plus grandes déceptions politiques. Il a néanmoins soutenu pendant tout son mandat le président mis en quarantaine internationale pour son passé controversé dans l'armée hitlérienne.

Le soixantième anniversaire d'Alois Mock, fêté la semaine dernière dans le cadre somptueux de l'ancien palais impérial de la Hofburg de Vienne, était à la fois une démonstration vibrante du consensus du gouvernement en faveur de l'adhésion à l'Union européenne et aussi un hommage politique à ce patriote européen.

W. B.